

APPROVISIONNEMENT DE L'ESPAGNE EN GAZ

L'Algérie devance les États-Unis

L'Algérie a reconquis, en septembre 2025, sa position de premier fournisseur de gaz de l'Espagne, détrônant les États-Unis après deux mois de domination américaine. Selon les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les importations espagnoles de gaz, naturel et liquéfié, ont atteint 27,56 térawattheures (TWh) au cours du mois, un volume stable sur un mois mais en hausse de 6 % par rapport à la même période de 2024. P 3



SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE L'EMBALLAGE À CONSTANTINE

**Plus de 80 accords
de partenariat et de
coopération conclus**

Plus de 80 accords de partenariat et de coopération ont été conclus entre des entreprises nationales et étrangères lors de la 4e édition du Salon international de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'emballage de l'Est algérien (AGREST EXPO), qui a été clôturé, hier à Constantine, avec la participation de plus de 127 exposants nationaux et étrangers.

P 2

CAPITALISATION, VOLUMES D'ÉCHANGES, INVESTISSEMENT...

**Le marché boursier
en plein essor**

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) vient de publier son rapport annuel sur l'activité du marché des valeurs mobilières. Ce document met en évidence la transformation profonde du marché boursier algérien. Avec une capitalisation multipliée par sept, une hausse généralisée des volumes d'échanges et une participation accrue des investisseurs particuliers, la Bourse d'Alger entame une nouvelle phase de développement. Les réformes engagées visent désormais à consolider ces avancées et à faire du marché financier un véritable levier de financement de l'économie nationale.

P 3

POUR DÉVELOPPER LA PRODUCTION DE BUS ET DE CAMIONS

**Karwa Motors prête à
s'implanter en Algérie**

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a reçu à Alger l'ambassadeur du Sultanat d'Oman, Saif Bin Nasser Al-Badaai, accompagné du président exécutif de la société Karwa Motors, Ibrahim Ali Al-Balushi. Cette rencontre, tenue en présence de cadres du ministère, a porté sur le renforcement des investissements communs entre l'Algérie et Oman, notamment dans le domaine de la construction de bus et de véhicules utilitaires.

P 5

ECSEL EXPO

**Plus de 250 exposants
à la 4^e édition prévue
du 5 au 18 octobre courant** P 3

INDUSTRIE FERROVIAIRE

**Le ministre appelle à renforcer
l'intégration locale** P 5

SALON NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Plus de 90 exposants
attendus à El-Oued** P 16

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
Le ministre insiste sur l'importance d'un suivi rigoureux des projets

Dans le cadre des réunions de travail qu'il tient en début de chaque semaine avec les cadres du secteur, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui , a présidé, hier , une séance de coordination consacrée au suivi des activités des structures centrales et déconcentrées, ainsi qu'à l'état d'avancement des projets du secteur à l'échelle nationale. Cette rencontre, indique le ministre, a constitué une occasion pour passer en revue les efforts engagés dans le développement et l'entretien du réseau routier, le renforcement des infrastructures portuaires et aéroportuaires, ainsi que les projets de modernisation du réseau ferroviaire et du transport guidé, contribuant ainsi à l'amélioration des infrastructures et au soutien de la dynamique économique nationale. Les participants ont également abordé certaines difficultés rencontrées sur le terrain et les moyens d'y remédier au niveau local, afin d'assurer la mise en œuvre des programmes dans des conditions optimales. À cette occasion, le ministre a insisté sur l'importance d'un suivi rigoureux des projets et sur la nécessité de renforcer la coordination continue entre les structures centrales et les directions des travaux publics au niveau des wilayas, en vue d'accélérer la cadence de réalisation et d'améliorer la qualité des ouvrages, garantissant ainsi un service public efficace, répondant aux attentes des citoyens et aux exigences du développement local.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE L'EMBALLAGE À CONSTANTINE

Plus de 80 accords de partenariat et de coopération conclus

Plus de 80 accords de partenariat et de coopération ont été conclus entre des entreprises nationales et étrangères lors de la 4e édition du Salon international de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'emballage de l'Est algérien (AGREST EXPO), qui a été clôturé, hier à Constantine, avec la participation de plus de 127 exposants nationaux et étrangers.

Par R.E.

Le commissaire du salon, Ahmed Haniche a indiqué à l'APS, en marge de la clôture de cette manifestation économique abritée par le complexe culturel Ahmed Bey, que ces accords sont « le fruit de rencontres entre opérateurs économiques algériens et leurs homologues de plusieurs pays participants». Ces accords portent sur divers domaines, notamment la production de semences et d'engrais, le développement des industries de transformation, la modernisation des techniques d'emballage et de conditionnement, la fabrication et l'utilisation d'engrais organiques et minéraux, la mécanisation agricole intelligente ainsi que la formation aux tech-

niques d'irrigation durable et d'agriculture de précision. Ils portent également sur la coopération dans le développement de matériaux d'emballage et de conditionnement recyclables et sur la commercialisation de produits agricoles algériens vers les marchés extérieurs, a précisé le même responsable. Cette édition a enregistré une «participation record» en termes de nombre d'exposants et de participants, ce qui a contribué à créer une véritable dynamique économique au sein de l'espace du salon, selon la même source, qui a ajouté que la conclusion de plus de 80 accords de partenariat traduit la confiance des opérateurs envers le marché algérien et sa capacité à attirer les investissements nationaux et étrangers. M. Haniche a souligné que ce salon est «de-

venu un rendez-vous annuel important pour rapprocher les professionnels, les investisseurs et les chercheurs, et pour échanger les expériences réussies dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'emballage», ajoutant que «les préparatifs de la prochaine édition débiteront tôt afin de proposer une version plus riche et plus diversifiée». Pour leur part, plusieurs exposants ont affirmé que de telles initiatives «constituent une véritable opportunité d'échange d'expériences et de savoir-faire, et reflètent l'ouverture croissante du secteur agricole en Algérie à la coopération et à l'investissement, notamment dans le cadre des orientations nationales visant à atteindre la sécurité alimentaire et à renforcer la valeur ajoutée des produits locaux».

PHARMEX DU 16 AU 18 OCTOBRE À ORAN

Plus de 100 exposants attendus

Par Selma R.

La 9^e édition du Salon Professionnel de la Pharmacie et de la Parapharmacie (PHARMEX) se tiendra les 16, 17 et 18 octobre 2025 au Centre de Conventions Oran-Méridien, ont annoncé hier les organisateurs dans un communiqué. Placée sous le thème « Innover pour une santé durable » et sous le parrainage de M. le wali d'Oran, cette nouvelle édition rassemblera plus de 100 exposants issus du secteur pharmaceutique et para-

pharmaceutique, précise la même source. Le Salon PHARMEX s'impose aujourd'hui comme l'un des rendez-vous majeurs de l'industrie pharmaceutique en Algérie. Il constitue une vitrine incontournable des dernières tendances, innovations et opportunités dans le domaine de la santé et de la production médicamenteuse. « Véritable plateforme d'échanges, PHARMEX offre aux pharmaciens, professionnels de la santé, fournisseurs et acteurs du secteur une occasion unique de s'informer, de découvrir et

de nouer des partenariats stratégiques », souligne le communiqué. Cette 9^e édition s'annonce plus exceptionnelle que les précédentes, avec un programme enrichi comprenant l'exposition de produits innovants : plus de 100 exposants présenteront leurs derniers produits et services, des médicaments aux dispositifs médicaux, en passant par les produits de beauté et de bien-être. Par ailleurs, plus de 15 startups invitées à ce salon partageront leurs solutions et nouvelles perspectives dans le domaine de la phar-

macie et de la santé, afin d'encourager l'innovation, le développement d'idées et la recherche de partenariats stratégiques. Des conférences et ateliers seront également organisés au cours de cette édition, animés par des experts de renommée internationale. Les participants auront ainsi l'occasion de rencontrer des professionnels du secteur, d'échanger des expériences et de renforcer les coopérations autour des enjeux de l'industrie pharmaceutique et de la santé en Algérie.

LUTTE CONTRE LE CANCER DU SEIN

Saidal lance une campagne de sensibilisation et de dépistage

Par S.R.

Fidèle à son engagement en faveur de la promotion de la santé publique et du bien-être de ses collaborateurs, le Groupe SAIDAL a lancé, hier, une vaste campagne nationale de sensibilisation et de dépistage organisée simultanément sur l'ensemble de ses sites à travers le pays, a annoncé le Groupe dans un com-

muniqué. En effet, le coup d'envoi officiel de cette opération a été lancé par Madame Nabila Benygzer, née Ouaret, Présidente Directrice Générale du Groupe SAIDAL, à partir du site de production de Dar El Beida. La PDG du Groupe Saidal a tenu à souligner l'importance de la gestion du stress, un facteur essentiel pour préserver la santé physique et mentale, rappelant que le stress que vit la femme aujourd'hui n'est plus

le même qu'autrefois. Elle porte souvent de nombreuses responsabilités, tout en continuant à jouer son rôle protecteur auprès de ses enfants. L'intervenant a insisté sur l'importance de donner l'exemple aux générations futures, notamment en adoptant une alimentation saine et équilibrée. Enfin, elle a encouragé les femmes à ne pas craindre le diagnostic médical. Inscrite dans le cadre de la campagne mondiale "Octo-

bre Rose", dédiée à la lutte contre le cancer du sein, cette initiative vise à promouvoir la prévention et le dépistage précoce de la maladie. Menée en partenariat avec l'association d'aide aux malades Winnelka, l'opération mobilise des professionnels de santé sur l'ensemble des sites du Groupe afin d'informer les participantes sur les facteurs de risque, les moyens de prévention et l'importance du dépistage précoce.

CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, CCI EL BIBANE

Organisation d'une journée d'étude sur la numérisation du secteur économique

Par R.E.

La numérisation du secteur économique, enjeux et défis" a constitué samedi le thème d'une journée d'étude organisée à Bordj Bou Arreridj par la chambre du commerce et de l'industrie, CCI El Bibane. Dans une déclaration à l'APS, le direc-

teur de la chambre, Meftah Rezig, a indiqué que la numérisation "constitue un fondement essentiel pour améliorer le climat des affaires à travers l'offre de prestations numériques dont l'inscription au registre du commerce via internet, le paiement électronique des impôts et les systèmes numériques de dédouanement".

Cette rencontre, a-t-il ajouté, "permet aux participants d'échanger leurs expériences et opinions sur la transition économique outre la présentation des applications et plateformes numériques des divers secteurs et la discussion des difficultés rencontrées par les entreprises pour s'adapter aux nouvelles technologies".

Tenue à la salle des conférences de la CCI El Bibane, cette journée d'étude rentre dans le cadre des efforts d'accompagnement de la transition numérique de l'économie nationale dont le but est de "faciliter les procédures commerciales et fiscales et simplifier les transactions au profit des opérateurs économiques", selon la même source.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CAPITALISATION, VOLUMES D'ÉCHANGES, INVESTISSEMENT...

Le marché boursier en plein essor

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) vient de publier son rapport annuel sur l'activité du marché des valeurs mobilières. Ce document met en évidence la transformation profonde du marché boursier algérien. Avec une capitalisation multipliée par sept, une hausse généralisée des volumes d'échanges et une participation accrue des investisseurs particuliers, la Bourse d'Alger entame une nouvelle phase de développement. Les réformes engagées visent désormais à consolider ces avancées et à faire du marché financier un véritable levier de financement de l'économie nationale.

Par Mourad A.

La Bourse d'Alger a enregistré une expansion notable en 2024, soutenue par l'introduction du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et une série de réformes destinées à moderniser et dynamiser la place financière nationale. La capitalisation boursière est passée de 71,82 milliards de dinars en 2023 à 521,67 milliards de dinars en 2024, soit une hausse de 626 %, équivalente à une multiplication par sept. Ce niveau représente 1,46 % du produit intérieur brut (PIB) et témoigne de la montée en puissance du marché des capitaux dans le financement de l'économie. Cette progression s'explique principalement par l'introduction en bourse du Crédit Populaire d'Algérie, première banque publique cotée à la Bourse d'Alger. L'opération a porté sur 60 millions d'actions, dont 48,96 millions ont été souscrites à un taux de 81,6 %, permettant de lever 112 milliards de dinars auprès de 42 000 investisseurs. La cotation effective du CPA est intervenue le 26 mars 2024. Les indicateurs d'activité confirment l'élan observé. Le volume échangé s'est établi à 1,3 million de titres, en progression de 35,4 % par rapport à 2023. La valeur transigée a atteint 2,76 milliards de dinars, soit une hausse de 442,5 %, tandis que le nombre de transactions s'est élevé à 1 250 opérations. Le CPA a dominé les échanges, concentrant 64 % du volume et 67 % de la valeur transigée, devant la Banque de Développement Local (BDL) et la Banque Extérieure d'Algérie (BEA). Le marché

boursier attire également un nombre croissant d'investisseurs particuliers. Le nombre de comptes titres a presque triplé, passant de 20 268 en 2023 à 60 063 en 2024, soit une hausse de 196 %. Le CPA en détient 52,7 %, confirmant son rôle central dans cette dynamique. Les personnes physiques représentent 97,8 % de ces comptes, ce qui traduit un intérêt accru du grand public pour l'investissement boursier. Le portefeuille global d'actions inscrites a lui aussi progressé de manière significative, passant de 25,9 millions de titres en 2023 à 85,9 millions en 2024, soit une hausse de 231,5 %. Cette tendance s'explique par l'arrivée de nouveaux émetteurs, tels que la BDL, autorisée à introduire 44,2 millions d'actions pour un montant total de 61,88 milliards de dinars, et la startup Moustachir Spa, première entreprise innovante à rejoindre le compartiment de croissance avec 125 000 actions, d'une valeur de 94,4 millions de dinars. En revanche, le marché obligataire demeure peu dynamique. En 2024, les émissions d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) ont atteint 338 402 milliards de dinars, enregistrant un léger recul de 0,51 % par rapport à 2023. Aucun nouvel emprunt d'État n'a été coté à la Bourse depuis 2009, confirmant la stagnation de ce compartiment.

Réformes et outils numériques

L'année 2024 a également été marquée par une refonte du cadre réglementaire et technique de la Bourse d'Alger. Le règlement n°23-04 a redéfini les modalités de

fonctionnement du marché et instauré un compartiment de croissance destiné aux PME et startups. Deux outils numériques majeurs ont été mis en place : le Guichet unique du marché financier et le Portail électronique d'introduction en bourse, afin de simplifier les démarches et encourager de nouvelles cotations. La COSOB a par ailleurs adopté le règlement n°24-01 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que plusieurs instructions portant sur la qualification des dirigeants, la transparence et la prévention des participations abusives.

Formation et coopération internationale

Sur le plan de la formation, la 11e promotion du Certificat des Professionnels du Marché Financier (CPMF) a été diplômée, et une première promotion en post-graduation de finance islamique a été lancée. La COSOB a poursuivi ses coopérations avec des institutions internationales telles que l'Union des Autorités Arabes des Valeurs (UASA), le Fonds Monétaire Arabe (FMA) et la Securities and Exchange Commission (SEC) américaine. Des sessions de formation sur la finance durable, la cybersécurité et la gestion des risques ont également été organisées. Pour 2025, la COSOB prévoit la mise en œuvre du règlement sur les fonds de capital-risque afin de favoriser l'investissement alternatif et d'élargir la base d'émetteurs. Une deuxième phase de réformes structurelles sera engagée pour améliorer la liquidité du marché et consolider les progrès réalisés en 2024.

APPROVISIONNEMENT DE L'ESPAGNE EN GAZ

L'Algérie devance les États-Unis

Par M A.

L'Algérie a reconquis, en septembre 2025, sa position de premier fournisseur de gaz de l'Espagne, détrônant les États-Unis après deux mois de domination américaine. Selon les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les importations espagnoles de gaz, naturel et liquéfié, ont atteint 27,56 térawattheures (TWh) au cours du mois, un volume stable sur un mois mais en hausse de 6 % par rapport à la même période de 2024. Avec une part de marché de 37,2 %, l'Algérie s'impose comme le principal partenaire gazier de Madrid, livrant 10,24 TWh, essentiellement via le gazoduc Medgaz. Les États-Unis, qui avaient profité de la forte demande européenne en gaz naturel liquéfié (GNL), reculent à 27 %, soit 7,45 TWh, contre plus de 10 TWh en août dernier. Le Nigeria complète le podium avec 11 % des approvi-

sionnements (3,02 TWh), suivi par l'Angola (7,8 %) et la Russie (4,1 %), cette dernière poursuivant son repli en raison des restrictions géopolitiques et des sanctions européennes. Cette reprise algérienne s'inscrit dans une tendance de fond : sur les neuf premiers mois de 2025, l'Algérie a représenté 33,4 % des importations espagnoles, totalisant 92,11 TWh, loin devant les États-Unis (30,7 %) et la Russie (11,5 %). Malgré un léger recul par rapport à 2024, l'Algérie demeure le fournisseur structurellement le plus fiable de l'Espagne grâce à la continuité de ses livraisons par gazoduc, alors que le GNL américain reste plus exposé aux fluctuations de prix et aux aléas du transport maritime. Les chiffres montrent également une hausse de 7,3 % des importations espagnoles de gaz entre janvier et septembre 2025, atteignant 275,94 TWh, dont 66,9 % sous forme de GNL. Cependant, les

réserves de gaz du pays ont reculé de 13,5 % sur un an, avec un taux de renouvellement de 87 % en septembre, contre 100 % à la même période de 2024. Fait marquant, l'Égypte signe son retour sur le marché espagnol après plus d'un an d'interruption, avec une cargaison représentant 3,7 % des importations mensuelles. Cette reprise symbolise une amélioration de la disponibilité du gaz égyptien, après une période marquée par la priorité donnée à la consommation domestique. La nouvelle hiérarchie du marché gazier espagnol confirme le retour en force d'Alger sur la scène énergétique méditerranéenne. Grâce à sa position géographique stratégique et à la fiabilité de ses infrastructures, l'Algérie consolide son rôle de fournisseur pivot pour l'Europe du Sud, dans un contexte mondial toujours marqué par la volatilité énergétique et la recomposition des flux gaziers post-crise ukrainienne.

MAGISTRATURE Tebboune annonce la promulgation du nouveau statut avant la fin de 2025

Le président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier, la promulgation du statut de la magistrature avant la fin de l'année 2025. Présidant l'ouverture de la nouvelle année judiciaire 2025-2026 au siège de la Cour suprême, le président de la République a indiqué que le statut de la magistrature sera promulgué avant la fin de l'année en cours. "Convaincus du rôle vital de la magistrature, nous avons constamment insisté, dans les directives adressées au Gouvernement, sur la nécessité de bien prendre en charge les fonctionnaires du secteur de la justice et de poursuivre les efforts visant à moraliser l'action judiciaire et à la promouvoir en termes de qualité et d'efficacité", a affirmé le président de la République, soulignant l'importance de "prendre en charge les besoins courants des magistrats afin de leur permettre de se consacrer entièrement à leurs missions". Après avoir adressé ses remerciements et exprimé sa considération au corps de la magistrature pour les réalisations accomplies, le président de la République a rappelé "sa ferme détermination à mobiliser et à mettre à disposition tous les moyens humains et matériels pour garantir une justice indépendante et intègre, reflétant l'Etat de droit, et ce, par fidélité au vaillant peuple algérien et aux valeureux martyrs". Pour le président de la République, l'ouverture de l'année judiciaire est "l'occasion de se pencher sur les réalisations de l'institution judiciaire, grâce aux réformes engagées en vue d'une justice indépendante, intègre et efficace".

ECSEL EXPO Plus de 250 exposants à la 4e édition prévue du 5 au 18 octobre courant

La 4e édition du Salon du e-commerce et des services en ligne "ECSEL EXPO" sera organisée du 15 au 18 octobre courant au Palais des expositions (Alger), avec la participation de plus de 250 exposants, ont indiqué dimanche à Alger les organisateurs de l'événement. Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de cette nouvelle édition du salon, les organisateurs ont précisé que cette manifestation économique se tiendra sur une surface d'exposition de plus de 10.000 M2, ce qui en fait "le plus grand salon du e-commerce en Afrique". Ce salon, qui verra la participation de plus de 250 exposants (professionnels du secteur, organismes et investisseurs), vise à mettre en avant l'importance du e-commerce en tant que levier de la croissance économique en Algérie et à encourager les entreprises locales à adopter des solutions numériques pour développer leurs activités et améliorer leurs services, selon les explications fournies lors de la conférence. Le salon accordera une attention particulière aux start-up, la manifestation devant réunir plus de 60 jeunes entreprises innovantes. Les organisateurs ont choisi le thème "La communauté algérienne à l'étranger et ses contributions au développement du e-commerce" en tant que principal axe de cette édition.

PRÉVENTION CONTRE LES MALADIES TRANSMISES PAR L'EAU

Lancement d'un programme de formation par le ministère de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a lancé un programme de formation sur la prévention et la lutte contre les maladies transmises par l'eau, au profit des travailleurs des structures communales, visant à renforcer leurs capacités en matière de préservation de la santé et de l'hygiène publiques, a indiqué samedi un communiqué du même ministère. Ce programme de formation intervient "en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, relatives au renforcement des capacités des travailleurs des structures communales en matière de préservation de la santé et de l'hygiène publiques, et des travailleurs des services techniques de l'Etat, afin de leur permettre de s'acquitter au mieux de leur mission". Ce programme intervient également "conformément aux recommandations de la Commission nationale de prévention et de lutte contre les maladies transmises par l'eau et à son plan d'action". Lancé le 5 octobre en cours dans les différentes wilayas du pays, ce programme vise, ajoute la même source, à "renforcer les capacités des travailleurs des structures communales en matière de préservation de la santé et de l'hygiène publiques, afin de leur permettre de maîtriser les outils organisationnels et techniques de prévention et d'intervention, notamment en cas d'enregistrement de foyers épidémiques, et de mener à bien les missions qui leur sont assignées suite à la réorganisation du bureau communal d'hygiène, conformément au décret exécutif n 20-368 du 8 décembre 2020".

DOUANES

Saisie de plus de 37.000 comprimés psychotropes à Béchar

La brigade mobile des Douanes de Béchar a procédé, dans le cadre de la coordination entre les services des Douanes, l'Armée nationale populaire (ANP) et la Sûreté nationale, à la saisie de 37.140 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale des Douanes. La quantité de stupéfiants saisie était soigneusement dissimulée à l'intérieur de la roue de secours d'un camion, précise le communiqué, soulignant que l'opération s'est soldée par l'arrestation de deux (2) individus, qui ont été présentés devant les juridictions compétentes. Cette opération s'inscrit dans le cadre des "efforts conjoints en matière de lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes", selon la même source, qui rappelle que les Douanes algériennes sont au service de l'économie nationale et des citoyens.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,31	5,95	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1420,00	0,35	0,67	0,34	9,13	5,48	22010	31 254 200,00
BIOPHARM	BIO	2 480,00	2480,00	0,00	3,20	2,80	6,54	6,50	1370	3 370 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2000,00	-4,31	-6,09	-11,62	9,54	6,25	2060	4 120 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,09	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	385,00	-3,75	-1,89	-4,24	3,64	5,45	40	15 400,00

FMI/BM

Le gouverneur de la BA prend part aux Assemblées annuelles à Washington

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb, participe du 13 au 18 octobre en cours à Washington, aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), a indiqué, hier, la BA dans un communiqué. Lors de ces assemblées, plusieurs sujets seront discutés portant notamment sur les perspectives économiques et les défis de la croissance dans un monde en pleine transition. A cette occasion, M. Taleb interviendra en sa qualité de représentant de circonscription de pays à la session plénière de l'IMFC (Comité Monétaire et Financier International) du FMI.

Il participera également à la réunion des pays du MENAP (Moyen-Orient Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) avec la Directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, ainsi qu'à des rencontres dans le cadre du Caucus africain (African Consultation Group). L'agenda du gouverneur comprend des rencontres bilatérales avec notamment le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI ainsi qu'avec des responsables d'institutions financières internationales et des gouverneurs de banques centrales, souligne le communiqué. Il est à rappeler que les réunions an-

nuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) débiteront aujourd'hui lundi à Washington, où seront abordés les principaux défis auxquels est confrontée l'économie mondiale. Ces réunions verront la participation de dirigeants et de ministres, ainsi que de représentants d'institutions financières nationales, régionales et internationales, qui aborderont de nombreux sujets importants, tels que le développement du secteur agricole et son rôle dans le développement durable, l'emploi et la création de nouvelles opportunités, ainsi que les mécanismes de réforme de la situation économique mondiale.

CRÉATEURS DE CONTENU

Lancement officiel d'un réseau national à Alger

La 2e édition du camp des créateurs de contenu, s'est clôturée, samedi à Alger, avec l'annonce de la création du Réseau algérien des créateurs de contenu qui regroupe plus 300 spécialistes dans ce domaine. A cette occasion, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui a souligné que le rôle de ce réseau, dont le noyau a été formé en 2023, s'est concrétisé aujourd'hui, par l'annonce de sa création en vue de "soutenir les objectifs du camp, en cohésion avec les orientations de l'Etat pour accompagner les compétences, promouvoir le contenu et renforcer l'économie numérique et les médias alternatifs". Il a précisé que le Conseil travaillait en coordination avec l'ensemble des secteurs, notamment le ministère de la Communication, pour prendre en charge toutes les préoccupations des influenceurs et les dossiers liés à la création de contenu en Algérie, "en particulier le dossier de la charte de la profession". M. Hidaoui a mis en avant l'importance du rôle des médias numériques en Algérie face aux grands défis auxquels le pays est confronté, appelant à "la constitution d'un front national de jeunes œuvrant à l'ouverture d'un débat sérieux et responsable, pour consolider l'identité nationale face aux développements numériques effrénés, au service de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie et pour la prospérité de sa jeunesse". "Et parce que l'Algérie nouvelle, a-t-il dit, n'est pas un slogan que nous brandissons, nous devons être conscients et rester vigilants face à ce qui se passe autour de nous, et travailler sans relâche à la consolidation de nos valeurs nationales et unifier nos efforts". De son côté, le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a souligné l'importance de la question de la création de contenu, qui "s'impose désormais à nous comme un défi que nous devons relever avec succès". Après avoir précisé que la création

de contenu "n'est pas un phénomène nouveau", le ministre a indiqué que le monde numérique "offre aujourd'hui des outils devenus de véritables partenaires dans ce domaine", soutenant que "nous percevons aujourd'hui fortement l'importance de la présence d'une catégorie de créateurs de contenu et d'influenceurs, et de leur engagement dans la démarche de production d'un contenu algérien, s'adressant aux Algériens avec un récit narratif authentiquement algérien". Le ministre de la Communication a qualifié les influenceurs de "ligne de défense avancée" dans "la bataille de la conscience, une bataille à caractère sécuritaire et stratégique, étroitement liée à nos intérêts vitaux". M. Bouamama a appelé la jeunesse d'aujourd'hui, engagée dans la création de contenu, à

produire un contenu de qualité, s'inscrivant pleinement dans les efforts visant à servir les intérêts de l'Algérie. De son côté, le représentant du ministère de la Défense nationale a également affirmé que "la bataille que mène aujourd'hui l'Algérie est celle de la conscience et de la création de contenu, un contenu qui protège l'identité nationale et ses symboles, et qui adhère au processus de l'Algérie nouvelle et forte". Et d'ajouter : "l'Algérie a aujourd'hui besoin de renforcer la cohésion nationale, entre le peuple et son armée, à travers la diffusion d'un contenu sincère et authentique, par lequel nous nous achèminerons ensemble vers les plus hauts sommets de prospérité et de bien-être".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	110	125	96	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الأحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

POUR DÉVELOPPER LA PRODUCTION DE BUS ET DE CAMIONS

Karwa Motors prête à s’implanter en Algérie

Le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a reçu à Alger l’ambassadeur du Sultanat d’Oman, Saif Bin Nasser Al-Badaai, accompagné du président exécutif de la société Karwa Motors, Ibrahim Ali Al-Balushi. Cette rencontre, tenue en présence de cadres du ministère, a porté sur le renforcement des investissements communs entre l’Algérie et Oman, notamment dans le domaine de la construction de bus et de véhicules utilitaires.

Par Réda Hadi

L’entretien s’inscrit dans une démarche de coopération industrielle durable, fondée sur le principe du partenariat gagnant-gagnant, au service des ambitions économiques partagées par les deux pays. Selon le communiqué du ministère, les discussions ont permis d’examiner les perspectives de coopération dans plusieurs segments industriels, dont la fabrication de camions de lutte contre les incendies, de véhicules lourds et de moyens de transport collectifs modernes. Cette collaboration vise à développer un tissu industriel intégré en Algérie, tout en bénéficiant du savoir-faire technologique d’entreprises omanaises déjà présentes sur les marchés internationaux. Les deux parties ont salué les efforts conjoints des dirigeants des deux pays pour promouvoir des projets concrets reflétant la solidité des relations algéro-omanaises, marquées par une convergence de vues sur les enjeux économiques régionaux. Pour M.

Bachir, cette coopération s’inscrit dans la nouvelle vision industrielle de l’Algérie, axée sur la localisation de la production, la création de valeur ajoutée locale et la diversification des partenariats étrangers au-delà des circuits traditionnels. Il a réaffirmé la disposition totale de son ministère à accompagner le partenaire omanais, en facilitant les démarches administratives et logistiques nécessaires à la concrétisation des projets. De leur côté, les représentants de Karwa Motors ont présenté un exposé détaillé sur les capacités industrielles et technologiques de leur société, spécialisée dans la construction de bus et de véhicules commerciaux à haute performance. L’entreprise, dotée d’une infrastructure moderne et de chaînes de production automatisées, exporte déjà vers plusieurs continents. M. Al-Balushi a exprimé la volonté de transférer cette expertise en Algérie, en mettant l’accent sur des taux d’intégration élevés et sur le respect des standards internationaux en matière de qualité et de durabilité. En signe d’ouverture et de

confiance mutuelle, la partie omanaise a officiellement invité le ministre de l’Industrie à visiter les usines de Karwa Motors à Oman. Cette visite permettra d’examiner de près les équipements modernes et les technologies que la société prévoit d’introduire dans ses futurs projets en Algérie. Au-delà de cet accord industriel, la rencontre illustre la profondeur du partenariat stratégique entre Alger et Mascate. Les relations algéro-omanaises, fondées sur le respect mutuel et la complémentarité économique, se sont renforcées au fil des années à travers une coopération soutenue dans plusieurs domaines : commerce, énergie, formation professionnelle et investissements directs. Le Sultanat d’Oman, qui mise sur une politique d’ouverture économique et de diversification de ses partenaires, voit dans l’Algérie un acteur industriel émergent et une porte d’entrée vers le marché africain. De son côté, l’Algérie considère Oman comme un partenaire stable et crédible dans la région du Golfe, partageant avec lui une approche équilibrée des relations internatio-

nales et une vision commune du développement durable. Les deux pays entretiennent depuis des décennies des relations diplomatiques solides, marquées par des échanges réguliers au plus haut niveau. Cette nouvelle dynamique de coopération industrielle vient ainsi consolider un axe économique arabo-africain fondé sur le transfert de technologie, la formation et la création d’emplois locaux. Elle traduit également la volonté de l’Algérie de s’ouvrir à des partenaires non traditionnels, capables d’apporter des solutions concrètes aux défis de l’industrialisation et de la compétitivité. En conclusion, la rencontre entre Yahia Bachir et la délégation omanaise marque une étape décisive dans la relance du partenariat algéro-omanais, plaçant l’industrie mécanique au cœur des échanges futurs. Elle symbolise l’engagement des deux pays à bâtir une coopération durable, équilibrée et innovante, contribuant à la fois au développement économique national et à la consolidation des liens entre le Maghreb et le Golfe.

INDUSTRIE FERROVIAIRE

Le ministre appelle à renforcer l’intégration locale

Par S R.

Dans le cadre des réunions régulières qu’il tient avec les groupes industriels publics afin d’évaluer leurs performances et d’accompagner leurs plans de développement, le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a présidé hier une réunion de travail avec les responsables du groupe «Ferroviail», une entreprise publique spécialisée dans la fabrication de matériels et d’équipements ferroviaires. La séance a débuté par une présentation détaillée des responsables du groupe, qui ont exposé la situation de la production, les indi-

cateurs de performance industrielle, ainsi que les principaux obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de leurs projets. Ils ont également évoqué de nouvelles initiatives visant à accroître le chiffre d’affaires et à améliorer la rentabilité de l’entreprise. Le ministre a suivi avec intérêt l’état d’avancement des projets de relance des actifs confisqués, insistant sur la nécessité d’accélérer la mise en service des unités restantes. Il a, par ailleurs, salué la reprise de la production à l’usine de Sidi Bel Abbès, dédiée à la fabrication des traverses ferroviaires, après une période d’arrêt prolongée. Yahia Bachir a mis en

avant l’importance d’augmenter les taux d’intégration locale dans la production industrielle, afin de réduire la dépendance aux importations. Il a appelé à la conclusion de partenariats industriels fondés sur le transfert de technologies, le développement des compétences techniques et l’amélioration des capacités de production du groupe «Ferroviail». Le ministre a également insisté sur la nécessité de renforcer la veille technologique, d’explorer de nouveaux marchés, aussi bien nationaux qu’internationaux, et de diversifier les produits. Il a encouragé l’entreprise à intégrer des techniques de contrôle numérique et

des méthodes de fabrication modernes dans ses lignes de production, dans le but de hisser la qualité et la compétitivité du secteur ferroviaire national. Dans le même contexte, le ministre a souligné l’importance d’accompagner les grands projets structurants, à l’image de celui de l’exploitation et de la transformation du gisement de fer de Gara Djebilet, projet stratégique bénéficiant d’un suivi particulier du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le ministre a réaffirmé la volonté de son département de soutenir la modernisation continue des équipe-

ments de production et l’alignement des normes de qualité sur les standards internationaux, afin de renforcer la compétitivité du groupe Ferroviail sur les marchés national et international. Après avoir écouté les préoccupations techniques et administratives exprimées par les responsables du groupe, le ministre a assuré que des mécanismes pratiques et immédiats seront mis en place pour résoudre les problèmes identifiés, avec un suivi sur le terrain afin d’assurer la mise en œuvre effective des solutions et l’amélioration durable de la performance industrielle.

ISOLATION, SANTE ET PERFORMANCE

Knauf Algérie présente ses solutions au salon BATIWEST 2025

Synthèse R E.

Knauf Algérie annonce sa participation au salon BATIWEST, prévu du 15 au 19 octobre 2025 au Centre des Conventions d’Oran. À travers cet événement majeur du secteur de la construction dans l’Ouest du pays, l’entreprise réaffirme son engagement à bâtir un habitat algérien plus durable, économe et confortable. Spécialiste des solutions de construction légère en plaques de plâtre et d’isolation, Knauf Algérie présentera une gamme complète de systèmes destinés au secteur résidentiel, tant pour les logements neufs que pour la rénovation. Les visiteurs pourront découvrir cinq solutions phares : la Cloison Standard, la Contre Cloison, la Cloison Hydrofuge, ainsi que les systèmes exclusifs avec les plaques Guardex et Dekoboard. Ces innovations traduisent la volonté de l’entreprise d’allier

performance énergétique, confort intérieur et production nationale responsable. Toutes les solutions présentées sont fabriquées localement par des équipes 100 % algériennes, reflet d’un ancrage industriel solide et d’un savoir-faire reconnu. Ce choix illustre la confiance de Knauf dans les compétences nationales et son ambition de contribuer activement au développement économique du pays. En optimisant l’isolation thermique et acoustique des bâtiments, ces systèmes permettent aux ménages algériens de réduire leurs déperditions d’énergie et, par conséquent, de diminuer leur facture énergétique. Dans un contexte où l’efficacité énergétique s’impose comme une priorité nationale, Knauf Algérie démontre qu’il est possible de concilier innovation, durabilité et proximité. La Cloison Hydrofuge, spécialement conçue pour les environnements hu-

mides tels que les salles de bain ou les cuisines, illustre parfaitement cette approche globale du bien-être. En limitant la formation de moisissures, elle contribue à la préservation de la santé publique en réduisant les risques d’allergies et de pathologies respiratoires. La Contre Cloison, idéale pour la rénovation du bâti ancien, permet d’intégrer une isolation performante sans réduire l’espace habitable. Ensemble, ces solutions offrent une réponse complète aux enjeux du confort, de la sécurité et de la durabilité dans l’habitat algérien. Consciente que la qualité d’un produit repose sur celle de sa mise en œuvre, Knauf Algérie place le transfert de savoir-faire au cœur de sa stratégie. L’entreprise veille à ce que ses solutions soient installées selon les standards internationaux, en déployant un large programme de formation et d’accompagnement technique à destination

des professionnels du bâtiment. Elle soutient également l’entrepreneuriat en favorisant l’émergence de jeunes professionnels et de start-ups, grâce à des partenariats avec des universités, centres de formation et associations professionnelles. Chaque année, plus de 2 500 architectes et artisans sont formés dans les centres Knauf d’Oran, Sétif et Alger, ainsi que via une caravane itinérante qui parcourt les 58 wilayas. « Chez Knauf Algérie, nous croyons que l’avenir du bâtiment se construit avec les compétences et les ressources de notre pays. En alliant innovation, production locale et transfert de savoir-faire, nous contribuons à bâtir un habitat plus économe, plus sain et plus durable pour tous les Algériens », souligne El Hadi Iskander, Directeur Général de Knauf Algérie.

EL-MEGHAÏER

Divers projets de développement et d’amélioration des prestations postales

Divers projets de développement ont été retenus pour le secteur de la Poste et des Télécommunications dans la wilaya d'El-Meghaïer, au titre des efforts d'amélioration du service public, ont indiqué samedi les responsables du secteur. Ces efforts seront couronnés par la réception, l'année prochaine, de trois bureaux de poste dans les communes d'Oum-Tiour, El-Morrara et Sidi-Amrane, appelées à rapprocher les prestations postales du citoyen, a indiqué le directeur de la Poste et des Télécommunication de la wilaya, Mohamed Saïdi. Des projets de structures similaires ont été lancés au niveau du quartier Dechra (commune d'El-Meghaïer), la cité du 18 février (commune de Djamaa) et la cité El-Abadla (commune d'El-Morrara), dans le but d'atteindre un taux de couverture d'un bureau postal pour 9.179 habitants, sachant que la moyenne nationale est estimée à 11.500 habitants par bureau, traduisant, ainsi, les efforts fournis pour l'amélioration du service public visant la satisfaction de la population locale. Il a été procédé, dans le même cadre, à l'installation de six (6) nouveaux distributeurs automatiques de billets de banque (DAB) au niveau des bureaux de poste des localités d'El-Baâdj (commune d'Oum-Tiour), Nessigha (commune d'El-Meghaïer) et les communes de Tendla et El-Morrara. Le même responsable a fait part aussi, dans le cadre de l'amélioration de la qualité des prestations, de la réalisation, au niveau de la recette principale de Djamaa, d'un espace libre dédié aux distributeurs automatiques, portant ainsi à 15 le nombre de DAB dont dispose la wilaya qui n'en comptait que quatre (4) en 2021.

NAÂMA

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation dans les communes de Moghrar et Djeniene Bourezg

Plusieurs projets de développement sans différents secteurs sont en cours de réalisation dans les communes de Moghrar et Djeniene Bourezg, dans la wilaya de Naâma, ont indiqué samedi les services de la wilaya.

Le wali de Naâma, Lounas Bouzegza, a effectué samedi une visite d'inspection dans ces deux communes relevant de la daïra de Moghrar, où il s'est enquis de l'état d'avancement de ces projets inscrits dans le cadre de programmes sectoriels et du budget des communes, et qui enregistrent des taux d'avancement variables, a précisé la même source. A ce titre, Il a inspecté dans la commune de Djeniene Bourezg les travaux de réalisation d'un tronçon de 2 km pour le renforcement de la route nationale RN n6 dans son segment traversant le village "Hadjret M'guil", lancés récemment après l'achèvement d'une première tranche portant sur la réfection de 10 km de cet axe dans la même collectivité locale. La même commune enregistre également le lancement du chantier des travaux de reconstruction d'un ouvrage d'art au ni-

veau de cette route nationale au village "Hadj Mimoune". Le chef de l'exécutif local a également visité les chantiers d'aménagement de 2 km de pistes au village "Hadj Mimoune", d'une opération sur le point d'être achevée qui concerne la réalisation d'un bureau de poste avec logement de fonction au quartier "Soummam", ainsi qu'une salle de conférences à l'annexe administrative du quartier 8 juillet 1962, tandis que se poursuivent les travaux de construction de 40 logements publics locatifs (LPL), dont 20 unités sont sur le point de s'achever. Dans la commune de Moghrar, le wali s'est enquis des travaux d'aménagement du stade communal ainsi que le revêtement en gazon synthétique d'un terrain de sport de proximité et la réhabilitation d'une annexe du secteur de la formation professionnelle au quartier "El Wiam".

Une piscine de proximité est également en cours de réalisation dans ce quartier, pour une enveloppe financière estimée à plus de 70 millions DA. Par ailleurs, une opération de renforcement et de modernisation de la route nationale RN6 sur une distance de 25 km est en cours de réalisation dans la même collectivité locale, avec un taux d'avancement des travaux dépassant 80 %, en plus de deux projets au village "Kalaât Cheikh Bouamama" pour la réalisation d'une école primaire et l'aménagement d'une place publique au quartier "Benfriha". Le wali de Naâma a donné lors de cette visite des instructions aux responsables locaux et aux maîtres d'ouvrage à l'effet d'accélérer le rythme des divers chantiers, de respecter les délais fixés et d'oeuvrer à garantir la qualité des travaux, a-t-on indiqué.

MOSTAGANEM

Un programme de développement d’une valeur de plus de 3,6 milliards DA

Les services de la wilaya de Mostaganem ont inscrit un programme de développement couvrant plusieurs secteurs, d'une valeur dépassant 3,6 milliards DA, au titre de l'exercice budgétaire 2026, a-t-on appris, samedi, auprès des mêmes services. Le wali de Mostaganem a présidé une réunion du comité chargé de

l'arbitrage et de l'approbation des opérations proposées pour financement dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'année financière prochaine. Il a été décidé l'inscription de 146 opérations, pour un montant global de 3 milliards et 645 millions DA, soit une augmentation de 35% par rapport à l'année

en cours, selon la même source. Le wali a souligné lors de cette rencontre que ce nouveau programme de développement repose sur quatre axes principaux relatifs à l'alimentation en eau potable, le raccordement aux réseaux d'assainissement, les infrastructures routières et le renforcement des parcs communaux.

Il a appelé les chefs des dix daïras de la wilaya à accélérer les procédures nécessaires à l'élaboration des cahiers des charges des nouvelles opérations de développement, en insistant sur le lancement effectif des projets programmés dans les plus brefs délais, afin d'en améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on ajouté.

MILA

Réception de 3 nouvelles polycliniques «au cours du 1^{er} trimestre 2026

Trois (3) nouvelles polycliniques seront réceptionnées dans la wilaya de Mila «durant le premier trimestre de l'année 2026 », a indiqué samedi le directeur des équipements publics (DEP), Abdelali Boufrioua. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que ces structures de santé pu-

blique, dont les travaux avaient été lancés en novembre 2024, sont situées dans les communes de Tadjenanet, Ain Beida Harriche ainsi qu'au chef lieu de wilaya. Il a ajouté que les travaux de réalisation de ces infrastructures avancent actuellement à un rythme «satisfaisant», et leur réception est pré-

vue «entre janvier et février de l'année prochaine ». Le secteur de la santé dans la wilaya sera également renforcé par une polyclinique dans la commune de Sidi Merouane «avant la fin de l'année 2026 », a-t-il souligné, précisant que les services de la direction des équipements

publics œuvrent à relancer les travaux de ce projet, à l'arrêt en raison de problèmes techniques ayant conduit à la résiliation du contrat avec l'entreprise chargée de sa réalisation. Le délai d'achèvement de ce projet a été fixé à 8 mois, selon la même source.

GHARDAÏA

Une série de projets pour donner une impulsion au secteur agricole

Une série de projets sont retenus dans la wilaya de Ghardaïa pour donner une impulsion au secteur agricole, dans ses segments végétal et animal, au titre de cette saison agricole 2025/2026, a-t-on appris samedi auprès de la Chambre de l'agriculture de la wilaya. Parmi les projets envisagés, la création d'une coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) à l'effet de soutenir les efforts des agriculteurs, améliorer la production céréalière, atténuer les coûts d'acquisition de matériels agricoles, assurer le stockage des récoltes dans des conditions appropriées et

contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire, a affirmé le président de la Chambre de l'agriculture, Rabah Ouled El-Haddar. Cette structure de stockage vient s'ajouter aux huit centres de stockage de proximité existants à travers la wilaya, a-t-il précisé. Et d'ajouter que le secteur sera également renforcé d'un laboratoire vétérinaire devant accompagner les éleveurs et contribuer à la préservation de la santé animale, le contrôle et dépistage épidémiologique des zoonoses, ainsi que l'organisation d'opérations groupées d'importation, à prix réduits, de bovidés, en plus du rapprochement

des points d'approvisionnement des éleveurs en aliments de bétail à des prix étudiés. Le développement de l'élevage sera renforcé également, par souci de développer et de préserver la race animale, par l'ouverture, à Ghardaïa, d'une antenne du centre national d'insémination artificielle, l'ouverture d'un point de vente de l'Office national d'aliments de bétail (ONAB) de Djelfa, et l'exploitation, en coordination avec la CCLS, de nouveaux entrepôts céréaliers, à l'effet de rapprocher ces structures des agriculteurs, notamment les éleveurs et aviculteurs. Selon M. Ouled El-Haddar, cet orga-

nisme envisage de créer des pôles agricoles oasiens et d'attirer de grands investissements, tels que dans la filière de transformation de dattes, et ce en vue d'accompagner et d'encourager les petites activités agricoles vivrières ainsi que la création de startups spécialisées dans le conditionnement et la valorisation des produits dattiers. Il est également préconisé l'ouverture d'un institut spécialisé dans le développement phoenicicole, en plus du soutien des agriculteurs en matériels et outils agricoles, en vue d'étendre la superficie cultivée et d'améliorer la production agricole dans la région.

BAROMÈTRE 2025 DES OUTILS CFO

L'IA devient incontournable au sein des directions financières

Le baromètre 2025 des outils CFO, publié par la fintech Spendesk et sa communauté CFO Connect, dresse une cartographie précise des pratiques et préférences des directions financières. Les résultats de l'étude Les résultats mettent en évidence une dynamique contrastée : si l'IA s'impose désormais dans les usages quotidiens, certaines briques essentielles, notamment la planification financière, restent en retrait. Une tension entre accélération technologique et inertie organisationnelle qui témoigne de la recomposition progressive du rôle du directeur financier.

Par **Hugues Robert (*)**

Pour mettre en lumière les dynamiques d'adoption de l'IA et des outils comptables, ERP, FP&A, BI, RH et gestion des dépenses, 253 dirigeants financiers en Europe et aux États-Unis ont été interrogés en juin et juillet derniers.

L'IA : de l'expérimentation à l'usage opérationnel

Selon l'étude, 56 % des dirigeants financiers utilisent désormais l'IA dans leur activité quotidienne, contre 31 % en 2024. Les cas d'usage les plus fréquents, axés sur la productivité, sont à faible risque : aide au reporting, rédaction de présentations, recherche d'informations et vérification de contrats. Les modèles de langage généralistes dominent : ChatGPT est cité par 35 % des répondants, suivi de Gemini, Copilot, Perplexity et Claude. Si les grandes entreprises tendent à standardiser leurs choix de LLM, les plus petites expérimentent un panel plus diversifié, notamment des assistants spécialisés et des fonctionnalités d'IA intégrées à leurs systèmes financiers.

La planification financière : un maillon encore fragile

Le baromètre CFO 2025 met en évidence une dépendance persistante aux tableurs. Près de deux tiers des entreprises de moins de 250 salariés s'en ser-



vent comme outil principal, et 71 % n'ont pas encore adopté de solution dédiée. En revanche, dans les structures de plus de 500 employés, l'usage des tableurs diminue nettement au profit d'outils de planification spécialisés. Les freins identifiés sont classiques : complexité des déploiements, coûts associés et gestion du changement...

Business Intelligence et ERP : des marqueurs de maturité

L'adoption des solutions de Business Intelligence suit une trajectoire directement corrélée à la croissance du chiffre d'affaires. Au-delà de 100 millions d'euros de revenus, l'absence d'outil BI de-

vient marginale, signe que l'informatique décisionnelle est désormais un prérequis à l'échelle. Les ERP affichent une dynamique comparable. Si un quart des organisations déclarent ne pas encore en disposer, leur diffusion progresse rapidement avec la taille et la complexité des structures. Pour certaines scale-ups, l'ERP constitue déjà la colonne vertébrale de la consolidation et du pilotage financier.

Paie, RH, facturation : vers une intégration systémique

Les outils de paie et RH sont désormais incontournables : 92 % des entreprises en sont déjà équipées. Les grandes entreprises privilégient des suites inté-

grées, tandis que les plus petites optent pour des solutions locales et modulaires. La facturation et le recouvrement suivent une logique similaire, avec une centralisation progressive dans les systèmes financiers.

Une direction financière en recomposition

Les directions financières rationalisent leur stack technologique autour d'intégrations natives (ERP, paie, banques, stockage). L'IA est déployée là où elle génère des gains de temps concrets, notamment pour accélérer les clôtures et améliorer la prise de décision. La gestion des dépenses illustre cette dynamique : son adoption progresse avec la taille des organisations, à mesure que la recherche de visibilité et de contrôle devient stratégique.

Pauline Babel, CFO de Spendesk, commente :

"Le contrôle des dépenses alimenté par l'IA n'est plus une promesse futuriste : c'est devenu un standard pour les équipes financières. Une transformation clé se dessine : l'IA évolue du simple contrôle a posteriori, vers des analyses prédictives permettant aux managers de piloter leurs budgets de manière optimale".

(*) **Rédacteur en chef de Compta Online. Journaliste spécialisé en comptabilité, finance et droit.**

Source : *Compta-online.com* ; publié le 30/09/2025

Les hackers nord-coréens ont déjà volé près de 2 milliards d'euros en cryptomonnaies en 2025

Laura Perren – 9 octobre 2025

Selon l'entreprise britannique Elliptic, les hackers nord-coréens ont signé l'année la plus lucrative de leur histoire, multipliant les cyberattaques contre les plateformes et les investisseurs privés pour financer le régime de Pyongyang. Mardi 7 octobre, l'entreprise Elliptic – l'un des pionniers de la lutte contre la criminalité financière dans le milieu de la crypto – a publié une estimation impressionnante: déjà 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros environ) volés par la Corée du Nord en 2025, soit «le plus gros montant annuel jamais enregistré» et ce, alors que l'année n'est même pas terminée. Cette somme colossale repose sur plus de trente cyberattaques menées depuis janvier, un chiffre qui pourrait encore grimper. Attribuer un vol numérique à un État reste néanmoins un exercice périlleux et toutes les attaques n'ont

peut-être pas été recensées. Les principales victimes de ces attaques sont les plateformes d'échange de cryptomonnaies, où transitent chaque jour des millions de jetons numériques, selon les données de Cryptoprosperity. Mais les hackers du régime nord-coréen semblent désormais diversifier leur cible, se tournant vers les «particuliers fortunés en cryptomonnaies», selon le média en ligne TechCrunch. «De nombreux piratages de 2025 reposent sur des attaques d'ingénierie sociale, où les pirates manipulent des individus pour accéder à leurs actifs numériques, détaille Elliptic. C'est un changement de paradigme: les années précédentes, les hackers profitaient de failles techniques dans l'infrastructure cryptographique.» Le point faible de la sécurité des cryptomonnaies semble désormais être le facteur humain et non plus l'informatique.

Un vol massif perpétré en février

Voler des millions de dollars de crypto n'est pas un phénomène nouveau en Corée du Nord. En 2024, le Conseil de sécurité de l'ONU estimait déjà à 3 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros environ) les fonds siphonnés par les pirates informatiques du régime entre 2017 et 2023. En additionnant ces données aux nouvelles estimations d'Elliptic, on avoisine les 6 milliards de dollars dérobés (5 milliards d'euros). Un pactole qui, selon les Nations unies, sert directement à financer le programme nucléaire de Kim Jong-un. Le triste record de 2025 s'explique par le vol de plus de 1,4 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) sur la plateforme Bybit, en février dernier. Ce braquage record, attribué au groupe de pirates nord-coréen Lazarus, est l'un des plus importants de l'histoire de la crypto. Le choc a provoqué un mouvement de panique parmi les utilisateurs, qui ont

retiré près de la moitié des réserves de la plateforme. Selon la société de cybersécurité britannique NCC Group, Lazarus sévit depuis 2009. Les pirates du régime de Pyongyang ne se cantonnent pas aux plateformes d'échange ou aux particuliers. En 2022, ils ont extirpé 625 millions de dollars (538 millions d'euros) par le biais du jeu Axie Infinity –un univers virtuel où les joueurs façonnent l'écosystème grâce à des tokens. La même année, la start-up crypto Harmony se faisait délester de près de 100 millions de dollars (86 millions d'euros). En une décennie, la Corée du Nord est ainsi devenue une superpuissance du vol numérique et la tendance pourrait s'accroître, tant il est difficile pour les juridictions d'arrêter les coupables issus d'un régime dictatorial évidemment peu transparent et coopératif.

Source : *Slate.fr* ; publié le 9/10/2025

EGYPTE
Qatar National Bank obtient une licence pour lancer sa banque numérique

Alors que le taux de bancarisation avoisine 30% en Egypte, le groupe entend offrir ses services aux adultes exclus du système bancaire traditionnel en adoptant une approche « mobile-first ». Le groupe Qatar National Bank (QNB) a annoncé, dans un communiqué publié le mercredi 8 octobre 2025, avoir obtenu une licence auprès de la Banque centrale égyptienne (CBE) pour lancer une banque numérique dans le pays le plus peuplé du monde arabe. L'obtention d'un agrément pour le lancement de cette néobanque baptisée « ezbank » vise à soutenir la vision de la CBE en matière d'inclusion financière et de transformation numérique, ainsi que la stratégie de développement économique élargie du gouvernement, a-t-on précisé de même source.

« ezbank combinera une technologie numérique avancée avec les meilleures pratiques internationales pour offrir des services financiers simplifiés à un large éventail de clients », a indiqué QNB. Et d'ajouter : « la banque utilisera des plateformes mobile-first, des outils pilotés par l'IA et une gestion intelligente des risques pour faciliter les transactions, accroître l'accès et soutenir l'économie numérique égyptienne ». A travers cette néobanque, le mastodonte bancaire qatari entend accéder à un vaste réservoir d'adultes exclus du système bancaire traditionnel. En Egypte, le taux de bancarisation global avoisine 30%, tandis que le nombre d'abonnements aux réseaux de téléphonie mobile est estimé à plus de 96 millions (92,7% de la population totale), ce qui offre d'énormes opportunités pour augmenter considérablement l'inclusion financière dans le pays. Présente en Egypte depuis 1978, Qatar National Bank offre des services aux particuliers, aux entreprises et aux multinationales via un important réseau d'agences et de guichets automatiques de billets.

REPRISE ÉCONOMIQUE EN TUNISIE
Des enjeux majeurs pour le pays

La Banque mondiale vient de réviser à la hausse ses prévisions pour l'économie tunisienne, annonçant un taux de croissance de 2,6% pour l'année 2025.

Cette réévaluation marque une nette amélioration par rapport aux 1,6% estimés pour 2024 et reflète une certaine confiance dans la capacité du pays à stabiliser sa situation économique. Ces nouvelles données proviennent du rapport « Jobs and Women: Untapped Talent, Unrealized Growth », publié en octobre 2025, qui analyse les perspectives économiques de la région. Cette révision intervient dans un contexte régional où la Tunisie cherche à rattraper son retard par rapport aux autres économies de la zone MENA.

Progression modérée mais significative

L'amélioration prévue de la croissance tunisienne représente un bond d'un point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette progression s'inscrit toutefois dans une dynamique de croissance qui reste modeste comparée aux performances d'autres pays de la région. Les importateurs de pétrole de la zone MENA devraient en effet afficher une croissance moyenne de 3,7% en 2025, plaçant la Tunisie en dessous de cette moyenne régio-

nale. Néanmoins, cette révision positive témoigne d'une confiance mesurée de la part de l'institution financière internationale dans la trajectoire économique du pays. Les autorités tunisiennes pourront s'appuyer sur cette dynamique pour poursuivre leurs efforts de redressement économique et de stabilisation des grands équilibres macroéconomiques.

Ralentissement progressif

Paradoxalement, alors que 2025 devrait marquer une amélioration sensible, la Banque mondiale anticipe un léger fléchissement pour les années ultérieures. Les projections indiquent une croissance de 2,5% en 2026, suivie d'un nouveau recul à 2,2% en 2027. Ce ralentissement progressif soulève des interrogations sur la durabilité de la reprise économique et sur la capacité du pays à maintenir une trajectoire ascendante à moyen terme. Ces prévisions suggèrent que l'économie tunisienne pourrait rencontrer des obstacles structurels qui limiteraient son potentiel de croissance dans les années à venir. L'absence de réformes profondes et la

persistance de certaines contraintes économiques pourraient expliquer cette décélération attendue après l'élan de 2025.

Enjeux majeurs pour l'économie nationale

Cette révision des prévisions intervient alors que la Tunisie traverse une période de transformations économiques importantes. Le titre du rapport de la Banque mondiale, mettant l'accent sur l'emploi et le potentiel inexploité des femmes, souligne l'importance de mobiliser pleinement toutes les ressources humaines du pays pour soutenir la croissance. L'intégration accrue des femmes sur le marché du travail pourrait constituer un facteur déterminant pour améliorer les performances économiques nationales. Par ailleurs, la stabilisation économique à moyen terme dépendra largement de la capacité du pays à attirer les investissements, à moderniser son appareil productif et à améliorer sa compétitivité. Les autorités devront également veiller à maintenir un environnement favorable aux affaires tout en préservant la stabilité sociale et financière du pays.

AGENCE BAYT MAL AL-QUDS ASHARIF
L'agence soutient 6 startups palestiniennes au salon “Expand North Star 2025” à Dubaï

L'Agence Bayt Mal Al-Quds Asharif participe au salon "Expand North Star 2025", qui s'ouvre demain, dimanche, à Dubaï, et se poursuivra jusqu'au 15 octobre, coïncidant avec l'ouverture de la saison sociale et économique à Jérusalem 2025-2026. L'agence participe à cet événement international avec un stand institutionnel et un espace dédié à l'incubateur de projets de renouvellement et d'innovation "BMAQ Innovation Hub", qui comprend des projets de 6 entreprises palestiniennes émergentes, soutenus par le ministère de la Transition numérique et de la Réforme administrative, en partena-

riat avec l'Université de Jérusalem. Cette participation, la deuxième de son genre dans ce rassemblement mondial, témoigne de l'orientation de l'agence, relevant de la Commission de Jérusalem, présidée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, visant à soutenir le développement socio-économique à Jérusalem et à autonomiser la jeunesse palestinienne à travers la promotion de l'innovation et le renforcement de l'entrepreneuriat. Les projets des six entreprises sélectionnées sont répartis sur des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'apiculture, les jeux vidéo, et des applications spécifiques pour

les personnes en situation de handicap. La liste des entreprises palestiniennes participant à l'incubateur de l'agence comprend "GlyCare", une plateforme basée sur l'intelligence artificielle pour la gestion du diabète ; "Hives360", un système intelligent pour la gestion des ruches et l'analyse de la productivité ; "Plink Play", une plateforme spécialisée dans les jeux vidéo ; "Rafeeqek", une application dédiée à la santé des femmes ; "Taleik AI", un service basé sur l'intelligence artificielle pour automatiser les réponses vocales en arabe ; et "Mufakker", une plateforme éducative interactive visant à intégrer les enfants ayant

des besoins spéciaux. L'Agence Bayt Mal Al-Quds Asharif accompagne la participation des entreprises palestiniennes dans diverses activités parallèles offertes par (North Star), y compris le concours "Supernova", qui réunit des projets innovants de classe mondiale, ainsi que l'organisation de rencontres bilatérales avec des investisseurs et des accélérateurs d'affaires arabes et internationaux, et la poursuite des sessions de mentorat et de conseil, qui se concentrent sur le développement des produits et l'amélioration de leur maturité pour le développement et l'investissement.

MAURITANIE

Rentrée scolaire sous tension autour de l'enseignement primaire privé

Le système éducatif mauritanien est de nouveau au centre des débats. Si la réforme visant à renforcer l'école publique fait consensus sur le principe d'équité, elle divise sur sa mise en œuvre. Les acteurs du privé dénoncent une transition jugée précipitée et déstabilisante. En Mauritanie, les élèves ont repris le chemin de l'école le lundi 6 octobre après plus de trois mois de vacances. D'après des informations relayées par la presse locale, cette rentrée s'effectue dans un climat de tension lié à la loi d'orientation du système éducatif. Celle-ci prévoit la généralisation de la scolarisation obligatoire dès l'âge de six ans et la disparition progressive de l'enseignement primaire privé au profit de l'école publique.

La réforme, en vigueur depuis 2022, stipule que les écoles primaires privées n'accueilleront plus d'élèves à partir de 2027. Une échéance qui inquiète les responsables du secteur privé, redoutant des fermetures massives et des pertes d'emplois importantes. Plusieurs établissements dénoncent une mesure « brutale » qui fragilise leur équilibre financier. Amadou Sarr, directeur des études dans un établissement de Nouakchott, évoque une rentrée « morose », estimant que la suppression progressive du primaire privé prive le secondaire de sa base de recrutement. Selon lui, « 80 % des admis à l'entrée en sixième, au brevet et au baccalauréat viennent du privé », un chiffre qui

soulève des interrogations quant à la place qu'occupent ces écoles dans le système éducatif national. De son côté, Malick Diagne, enseignant depuis près de cinquante ans, rappelle que les écoles privées ne subsistent que grâce au cycle primaire. Sa suppression compromettrait, selon lui, la viabilité économique de nombreuses structures. Les parents d'élèves, eux, s'interrogent sur la capacité de l'école publique à absorber un afflux massif d'élèves, dans un contexte déjà marqué par le manque d'infrastructures et la pénurie d'enseignants qualifiés. Pour le gouvernement, la réforme vise à restaurer l'équité et à renforcer le caractère républicain du système éducatif.

Mais les défis restent considérables. Selon les données de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2024, le taux d'achèvement du cycle primaire en Mauritanie n'atteint pas encore 70 %. Le Global Partnership for Education estimait en 2022 que seuls 5,9 % des enseignants du primaire disposaient des connaissances minimales requises pour enseigner. La rentrée 2024 s'était déjà déroulée dans un contexte tendu, ravivant le débat sur la place du privé dans l'éducation. Ces crispations interviennent alors que la Mauritanie tente de bâtir un système plus inclusif, dans un environnement marqué par une forte croissance démographique et une urbanisation rapide.

SÉNÉGAL

La Banque islamique du pays recevra 40 millions \$ de la SFI

Un accord de financement islamique, sous forme de contrat Mourabaha a été signé entre la BIS et la SFI. Il marque le premier prêt islamique de la SFI en Afrique subsaharienne. L'objectif est d'élargir le crédit aux MPME, tout en renforçant la place de la finance islamique au Sénégal.

La Banque islamique du Sénégal (BIS), quatrième banque du Sénégal avec un total bilan de 1011 milliards FCFA (1,8 milliard \$) à fin 2024, a signé le mardi 7 octobre 2025, un accord de financement islamique avec la Société financière internationale (SFI). Conclue en marge du Forum Invest in Sénégal (FII 2025), l'opération repose sur un contrat Mourabaha, un mécanisme conforme aux principes de la finance islamique. Selon les termes de l'accord, la SFI va octroyer jusqu'à 40 millions \$ à la BIS pour renforcer le financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). L'objectif est de tripler le portefeuille de crédits de la banque dans ce segment pour atteindre près de 350 millions \$ sur cinq ans. Au moins 10% des fonds seront réservés

aux femmes entrepreneurs. Cette transaction représente le premier financement islamique de la SFI en Afrique subsaharienne, une étape symbolique dans la diversification de ses instruments financiers.

Renforcement du soutien aux MPME

Selon la directrice générale de la BIS, Aminata Faye Seck, ce partenariat permettra à la banque d'élargir son offre de financement et de mieux répondre aux besoins des petites entreprises. En 2024, la BIS avait déjà accordé 110 milliards FCFA de crédits à des PME opérant dans l'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie et les services. En plus du financement, la SFI accompagnera également la banque sur le plan technique, à travers un pro-

gramme de conseil visant à améliorer la gestion des risques, les normes environnementales et sociales, ainsi qu'à élaborer une stratégie ciblée de financement des MPME. Au Sénégal, « les PME/PMI constituent 99,8 % du tissu économique, génèrent 80 % des emplois et contribuent à hauteur de 36 % au PIB. Pourtant, leur accès au financement reste un défi majeur : à peine 9 % des crédits bancaires leur sont alloués, et 60 % ne survivent pas à leur première année », avait indiqué le secrétaire d'État Ibrahima Thiam, en juillet 2025, à la première réunion mondiale des ministres en charge des PME, à Johannesburg. Le financement des MPME est donc un enjeu central pour la croissance et la formalisation du secteur privé national.

ZAMBIE

Le Fonds africain de développement remodèle le paysage agricole et éducatif du pays

Le financement concessionnel du Fonds africain de développement a transformé les secteurs de l'agriculture et de l'éducation en Zambie, tout en « ancrant la paix, la prospérité et la compétitivité régionale ». Les plénipotentiaires du Fonds africain de développement, qui se trouvent dans la capitale de la Zambie pour une réunion dans le cadre de la 17e reconstitution des ressources du Fonds, ont visité, le 7 octobre, deux sites de projets : la nouvelle usine de mélange d'engrais de Nitrogen Chemicals of Zambia (NCZ) à Kafue, et les installations modernisées de l'université de Zambie à Lusaka. Des ministres se sont joints à eux et ont salué le Fonds pour son impact concret. Le guichet de financement concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement a joué un rôle majeur pour faire progresser le développement du continent. Créé en 1972,

le Fonds africain de développement soutient 37 pays à faible revenu, dont près de la moitié sont fragiles et touchés par des conflits. Dans les locaux de Nitrogen Chemicals of Zambia, le ministre de l'Agriculture, Reuben Mtolo Phiri, a décrit le Groupe de la Banque comme un allié essentiel du pays, soulignant son soutien pour aider le pays à passer d'une situation de sécheresse à une situation d'excédent. M. Mtolo Phiri a salué l'investissement du Fonds africain de développement dans les nouvelles installations de mélange et de granulation comme étant « non seulement un investissement financier, mais aussi un investissement dans nos agriculteurs, notre économie et notre avenir ». « Cette réalisation constitue un bond en avant significatif dans notre capacité à répondre aux besoins en engrais de la communauté agricole zambienne », a dé-

claré le ministre. « Au-delà de la satisfaction de nos besoins nationaux, Nitrogen Chemicals of Zambia se positionne pour pénétrer les marchés d'exportation entre 2025 et 2030, contribuant ainsi à faire de la Zambie un acteur compétitif de l'industrie régionale des engrais. » Marie-Laure Akin-Olugbade, première vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement, a présenté les résultats transformateurs : « Au cours de la saison 2024-2025, la Zambie a produit plus de 3,7 millions de tonnes de denrées alimentaires, ce qui est bien supérieur à ses besoins nationaux s'élevant à 2,5 millions de tonnes. On ne parle pas seulement de sécurité alimentaire, il s'agit là d'un excédent alimentaire. » La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de la Zambie a soutenu près de 5900 agriculteurs, dont plus de la moitié sont des femmes, en leur fournis-

sant des semences subventionnées et certifiées ainsi que des engrais par l'intermédiaire de la plateforme numérique ZIAMIS. Plus de 9000 agriculteurs devraient bénéficier d'un financement d'environ 35 millions de dollars cette saison. Une injection cruciale de 1,3 million de dollars du Fonds africain de développement a placé la Zambie sur la voie de l'autosuffisance en engrais, avec une réduction attendue de 40 % de leur coût d'approvisionnement, ce qui change la donne pour les petits exploitants agricoles. Le soutien du Fonds a permis de fournir les matières premières nécessaires au démarrage de l'usine. Le vice-chancelier de l'université de Zambie, Mundia Muya, a souligné l'impact du Projet d'appui à l'enseignement des sciences et de la technologie, une autre initiative financée par le Fonds, qui transforme l'enseignement supérieur en Zambie.

NIGERIA

L'inflation alimentaire est « la plus lourde taxe sur les pauvres »

En 2018, le Nigeria a surpassé l'Inde pour devenir le pays abritant le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Dans ce contexte, l'accès à l'alimentation reste un défi quotidien majeur. Au Nigeria, la lutte contre la hausse des prix alimentaires reste un défi majeur en dépit des avancées visant à stabiliser l'économie. C'est ce que souligne la Banque mondiale dans la dernière édition de sa mise à jour semestrielle sur le pays, intitulée « From Policy to People : Bringing the Reform Gains Home ». Alors que le régime actuel a engagé plusieurs réformes pour améliorer les indicateurs macroéconomiques comme les réserves de change ou le ratio de la dette

publique par rapport au PIB, l'institution estime que le tableau reste contrasté pour les ménages les plus pauvres qui ont été durement touchés par la flambée des prix. Dans le pays le plus peuplé d'Afrique, l'institution rappelle qu'entre 2019 et 2024, l'inflation cumulée mesurée par l'indice des prix à la consommation (CPI-FP) a atteint 406 %, contre 201 % pour l'inflation alimentaire et 161 % pour l'inflation globale. En d'autres termes, les prix des denrées alimentaires ont plus que doublé sur cette période, mettant sous pression le pouvoir d'achat des familles les plus modestes. Si la part des dépenses alimentaires dans la consommation totale des 10 % de mé-

nages ayant le niveau de consommation le plus élevé est de 57 %, celle des 10 % les plus pauvres atteint 70 % selon la Banque mondiale. « [...] L'inflation alimentaire est la plus grande taxe sur les pauvres », a déclaré Samer Matta, économiste principal de la Banque mondiale pour le Nigeria. Face à cette situation, les auteurs du rapport soulignent la nécessité de prendre des mesures idoines pour stimuler l'offre agricole et améliorer l'accessibilité économique des denrées alimentaires de base pour les habitants. Parmi ces actions, les auteurs préconisent la suppression des barrières commerciales (interdictions d'importations et droits de douane « excessifs »), le renfor-

cement des investissements publics et privés dans les semences, la fourniture d'intrants et les infrastructures. « Le manque de stockage adéquat, de logistique pour les chaînes du froid et d'accès fiable à l'électricité entraîne également d'importantes pertes alimentaires. On estime que les pertes de production s'élèvent à 76 % pour les tomates, 25 % pour le maïs et 34 % pour le poisson-chat », indique le rapport. Pour le pays, juguler la hausse des prix alimentaires représente un enjeu crucial, d'autant que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté devrait atteindre 139 millions cette année, contre 81 millions en 2019, selon la Banque mondiale.

RDC

Le pays prévoit 1,5 milliard \$ de budget pour son Plan national du numérique et de l'IA 2026-2030

Depuis 2019, la RDC exécute une feuille de route pour structurer son écosystème digital. Le pays vient d'enclencher une nouvelle phase pour consolider ses acquis en la matière et renforcer son positionnement dans l'économie numérique africaine. Le ministre congolais de l'Économie numérique Augustin Kibassa Maliba (photo), a lancé le mercredi 8 octobre la rédaction du Plan national du numérique 2026-2030 (PNN2) et de la première Stratégie nationale de l'intelligence artificielle. Ces documents visent à propulser la République démocratique du Congo au rang de hub numérique régional à l'horizon 2030. « Il s'agit de capter les dividendes du numérique et de positionner notre pays, riche en minerais critiques indispensables aux transitions numérique et énergétique, comme un catalyseur d'investissements et un pourvoyeur de solutions face aux grands défis de notre époque » a-t-il expliqué. Le nouveau plan repose sur quatre piliers : le développement des infrastructures et de la connectivité, la mise en place de plateformes et de services publics numériques, la valorisation du capital humain et l'inclusion numérique, ainsi que la cybersécurité et la confiance numérique. Il intégrera également cinq axes transversaux, dont l'entrepreneuriat numérique, l'innovation, la souveraineté technologique, l'IA et les partenariats stratégiques. Pour soutenir cette feuille de route, le gouvernement prévoit un investissement public de 1 milliard USD sur cinq ans, auquel s'ajouteront 500 millions USD d'appuis extérieurs déjà garantis par des partenaires internationaux. Une Académie congolaise de l'intelligence artificielle sera également créée dans le cadre de la Stratégie d'IA, afin de former de jeunes talents, d'encourager la recherche appliquée et de stimuler l'innovation locale.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Le vrai test commence

Les places financières sont restées bien orientées en début de semaine, à la faveur de l'IA et des espoirs de prochaines baisses de taux aux Etats-Unis. Mais la tension est remontée d'un cran vendredi, avec les nouvelles menaces de Donald Trump contre la Chine. Le Nasdaq 100 a perdu 3,5% sur la dernière séance de la semaine, soit sa pire performance depuis le début du mois d'avril et les "tarifs réciproques". La volatilité pourrait se renforcer avec le coup d'envoi de la saison des résultats trimestriels la semaine prochaine. Outre les publications, les perspectives devraient être suivies de près alors que les indices évoluent non loin de leur zénith.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops:
AMD +30,5 % : le fabricant américain de semi-conducteurs a signé un nouvel accord avec OpenAI comprenant une énorme commande de puces et des options qui, si les objectifs sont remplis, se transformeront en une prise de participation de 10% au capital du fabricant.
Figma +15,12 % : le célèbre logiciel destiné au webdesign a annoncé des partenariats avec OpenAI et Google Cloud visant à intégrer toujours plus d'outils d'intelligence artificielle sur sa plateforme.
PayPal +0,85 % : le spécialiste américain des paiements en ligne a annoncé une nouvelle plateforme de gestion publicitaire pour les petites entreprises afin notamment d'aider les sociétés à monétiser le trafic existant sur leur boutique utilisant PayPal.
Abivax +9,56 % : la société de biotechnologies a publié de nouveaux résultats encourageants de phase 3 pour son traitement obefazimod contre la rectocolite hémorragique, une maladie inflammatoire de l'intestin. Les essais montrent une amélioration de l'état des patients après huit semaines et aucun effet secondaire nouveau. Le médicament pourrait offrir une option plus simple et mieux tolérée que les traitements actuels.
Skanska +8,08 % : le géant suédois du BTP a touché un gros contrat aux Etats-Unis et a été soutenu par Jefferies qui est acheteur du dossier en estimant que la croissance est sous estimée par les investisseurs.
Aurubis +3,62 % : la production de cuivre et de métaux précieux profite de la forte demande en matériaux. Le groupe entre dans une phase axée sur la rentabilité après d'importants investissements, notamment dans sa nouvelle usine de recyclage aux Etats-Unis.
Nordex +6,48 % : le fabricant d'éoliennes poursuit sa belle dynamique avec un troisième trimestre très dynamique sur le volet commercial. La demande est forte en Europe et au Canada. Le groupe profite aussi d'un environnement concurrentiel favorable : la Chine est peu présente sur ces marchés. Le titre est au plus haut niveau depuis 2021.
Les sidérurgistes : l'Union européenne prévoit de réduire les quotas d'importation d'acier. Les producteurs européens que sont Thyssenkrupp (+11%), Arcelor-Mittal (+2%), SSAB (+5%) ou encore Aperam (+5%) devraient directement en profiter.

Flops
Mondi -21,28 % : le groupe anglo-autrichien spécialisé dans la production d'emballages et de papier a publié des résultats trimestriels décevants à cause de la faible demande et de la hausse répétée des coûts. Le titre est à son plus bas niveau depuis douze ans.
Ferrari -19,37 % : lors d'une journée investisseur, la marque au cheval cabrée a abaissé ses objectifs de vente de modèles électriques. Surtout, la marque a annoncé

prévoir une croissance de seulement 5% par an d'ici à 2030, contre 7% attendus.
AppLovin -16,53 % : le développeur de logiciels est visé par une enquête de la SEC sur ses pratiques publicitaires, plus précisément sur les données collectées afin de diffuser des publicités ciblées.
Arytza -13,72 % : le géant suisse de la boulangerie industrielle a limogé son directeur général, Michael Schai, seulement neuf mois après sa prise de fonctions. Le conseil d'administration lui reproche de ne pas avoir mis en place assez vite les mesures d'économies prévues. Urs Jordi, déjà président du groupe, reprend temporairement la direction.
BMW -9,19 % : seul constructeur européen à tirer son épingle du jeu en bourse cette année, BMW a finalement révisé à la baisse son objectif de marge. En cause, les droits de douane américains et la concurrence en Chine.
La défense : les valeurs du secteur ont baissé alors que les tensions géopolitiques redescendent d'un cran. Donald Trump tient son cessez-le-feu à Gaza. Le président américain a réussi à tordre le bras à Israël et au Hamas, qui ont accepté la première partie de son plan de paix. Thales (-6%), Leonardo (-6%) et Rheinmetall (-6%) ont reculé.

Matières premières
Energie : Les prix du pétrole évoluent toujours à proximité de niveaux plancher : autour de 63 USD pour le Brent et 60 USD pour le WTI. Cette faiblesse des prix découle principalement de l'accord de cessez-le-feu conclu entre Israël et le Hamas, favorisé par la diplomatie américaine, réduisant les tensions au Moyen-Orient. Sur le plan fondamental, l'Energy Information Administration a revu à la hausse ses prévisions de croissance de la production de pétrole brut aux Etats-Unis pour 2025 et 2026. La production devrait atteindre en moyenne 13,53 millions de barils par jour en 2025 et 13,51 millions de barils par jour en 2026. En parallèle, la demande de pétrole devrait rester stable. Ces perspectives contribuent à la perception d'un marché bien approvisionné, exerçant une pression à la baisse sur les prix du brut.
Métaux : L'or et l'argent brillent de mille feux. Le prix de l'or a franchi pour la première fois la barre des 4 000 dollars par once, soutenu par l'achat massif des banques centrales, la politique commerciale agressive des Etats-Unis et l'engouement des investisseurs pour les ETF liés à l'or. L'argent a également atteint de nouveaux sommets à 50 USD l'once, en partie grâce à son aspect de valeur refuge, mais aussi en raison des pénuries d'approvisionnement. L'argent a progressé de 76% depuis le 1er janvier. Du côté des métaux industriels, le prix du cuivre à livraison 3 mois a atteint 11 000 USD la tonne, soit une hausse de près de 20% en 2025. Cela fait suite à des perturbations majeures dans les mines qui ont affecté l'offre, notamment des incidents dans des sites clés au Chili et en Indonésie.
Produits agricoles : Le cacao reste sous

pression en raison de meilleures conditions météorologiques en Afrique de l'Ouest, qui favorisent le développement des cultures. Résultat des courses, le prix du cacao enregistre une nouvelle séquence hebdomadaire baissière, la huitième d'affilée. A Chicago, le blé reste aussi orienté à la baisse. Le boisseau de blé s'échange autour de 506 cents (contrat échéance décembre 2025).

Macroéconomie
Macro : En l'absence de statistiques macroéconomiques en provenance des Etats-Unis, shutdown oblige, les investisseurs semblent prendre leur mal en patience, même si l'attrait pour les valeurs liées à l'IA ne se dément pas. Il faudra toutefois attendre la moisson des résultats des entreprises pour espérer redonner un coup de fouet à l'ensemble de la cote. A l'inverse, les matières premières pourraient bien reprendre leur souffle après leur récente poussée haussière à la faveur d'une résistance à 50\$ sur l'argent et autour des 4040/80\$ sur l'or. De son côté, le dollar se renforce depuis ses points bas enregistrés à 96.20 dans la foulée de la baisse des taux de la Fed en septembre dernier tandis que le rendement du 10 ans américain reste sous la pression de sa résistance à 4.20%. En Europe, les marchés sont suspendus à la situation française qui pèse non seulement sur l'économie hexagonale mais aussi sur la devise européenne. L'attente ne devrait plus être très longue.
Crypto : Le bitcoin a enregistré un nouveau sommet historique à plus de 126 000

USD cette semaine. Une envolée bien aidée par les ETF Bitcoin Spot, qui ont enregistré ce lundi 1,19 MdUSD d'entrées nettes, soit leur deuxième meilleure journée depuis leur lancement début 2024. Les crypto-investisseurs avaient les yeux rivés sur Polymarket cette semaine. En effet, Intercontinental Exchange, la maison mère du NYSE, a investi 2 MdsUSD dans Polymarket, valorisant la plateforme de marchés de prédiction entre 8 et 10 MdsUSD, et lui permettant de se (ré)implanter aux Etats-Unis avec un parrain "blue chip". Des spéculations sur une introduction en Bourse circulent également. De son côté, l'ether (ETH) reste sous son sommet historique, autour de 4 300 USD, et recule de 4,13% cette semaine. Solana (SOL) s'établit à 219 USD, en baisse de 4% depuis lundi, tandis que le Binance Coin (BNB) progresse de 7% à 1 250 USD et devient la troisième cryptomonnaie la plus valorisée du marché, devant l'USDT de Tether et le XRP (XRP). Le shutdown se prolonge aux Etats-Unis et devrait retarder la publication des statistiques d'inflation prévue la semaine prochaine. Les banques américaines devraient, elles, tenir leur calendrier. En effet, ce sont elles qui donnent le coup d'envoi de la saison des résultats du troisième trimestre. JPMorgan, Wells Fargo, Citigroup et Goldman Sachs dévoileront leurs chiffres mardi, avant Bank of America et Morgan Stanley mercredi. En Europe, ASML, LVMH, ou encore Nestlé sont attendus.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 09 Octobre 2025 Valeur : 13 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.0875	130.1025
1	EUR	EURO		151.0706	151.1141
1	GBP	POUND STERLING		173.6584	173.7712
100	JPY	JAPANESE YEN		84.9690	85.0010
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2500	18.2546
1	CHF	SWISS FRANC		161.9212	162.0407
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.1992	93.2167
1	DKK	DANISH KRONE		20.2272	20.2349
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7310	13.7348
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0006	13.0041
1	AED	UAE DIRHAM		35.4163	35.4223
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6817	34.6875
1	KWD	KUWAITI DINAR		425.6790	425.8674
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0932	44.5364
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2609	14.2625
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8596	23.9820
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2579	3.2681
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3551	177.3551

BRAS DE FER SUR LE BUDGET AMÉRICAIN

Licenciements de fonctionnaires “importants” en cours

La Maison Blanche a annoncé vendredi avoir commencé à licencier des fonctionnaires, une menace qui était brandie depuis plusieurs jours par Donald Trump pour tordre le bras aux démocrates et sortir du blocage budgétaire.

Alors que les Etats-Unis semblent aller tout droit vers une troisième semaine de "shutdown", sans issue visible, le directeur du Budget de la Maison-Blanche (OBM), Russ Vought, a annoncé sur X que les "réductions d'effectifs avaient commencé" pour les fonctionnaires fédéraux. Ses services ont précisé à l'AFP qu'il s'agissait de renvois "importants", sans donner de chiffres ni d'éléments sur le profil des personnes concernées. Dans une déclaration transmise à l'AFP, le ministère américain de la Santé a indiqué que certains de ses employés avaient reçu des avis de licenciements.

Toutes les personnes concernées "ont été désignées comme non essentielles au sein de leurs services", selon le texte jugeant bienvenue cette réduction d'effectifs après une période de "bureaucratie hypertrophiée" sous la présidence du démocrate Joe Biden. Le ministère américain des Finances a simplement indiqué à l'AFP que les notifications de réductions d'effectifs avaient "commencé" en son sein. C'est également le cas au ministère de l'Education, a signalé une source interne à l'AFP. La menace de licenciements massifs dans les services fédéraux est brandie par le président américain Donald Trump depuis le début, le 1er octobre, du blocage budgétaire dont la majorité républicaine et l'opposition démocrate se renvoient la faute. Faute de budget, le "shutdown" a placé des centaines de milliers de fonctionnaires américains en congé d'office, car considérés comme occupant des fonctions non essentielles à la marche quotidienne du pays. C'est dans ce vivier que l'exécutif américain menaçait d'effectuer des licenciements, affirmant qu'ils seraient imputables au camp démocrate au Congrès, qui refuse de céder sur le budget.

Alors que les Etats-Unis semblent aller tout droit vers une troisième semaine de "shutdown", sans issue visible, le directeur du Budget de la Maison-Blanche (OBM), Russ Vought, a annoncé sur X que les "réductions d'effectifs avaient commencé" pour les fonctionnaires fédéraux. Ses services ont précisé à l'AFP qu'il s'agissait de renvois "importants", sans donner de chiffres ni d'éléments sur le profil des personnes concernées. Dans une déclaration transmise à l'AFP, le ministère américain de la Santé a indiqué que certains de ses employés avaient reçu des avis de licenciements. Toutes les personnes concernées "ont été désignées comme non essentielles au sein de leurs services", selon le texte jugeant bienvenue cette réduction d'effectifs après une période de "bureaucratie hypertrophiée" sous la présidence du démocrate Joe Biden. Le ministère américain des Finances a simplement indiqué à l'AFP que les notifications de réductions d'effectifs avaient "commencé" en son sein. C'est également le cas au ministère de l'Education, a signalé une source interne à l'AFP. La menace de licenciements massifs dans les services fédéraux est brandie par le président américain Donald Trump depuis le début, le 1er octobre, du blocage budgétaire dont la majorité républicaine et l'opposition démocrate se renvoient la faute. Faute de budget, le "shutdown" a placé des centaines de milliers de fonctionnaires américains en congé d'office, car considérés comme occupant des fonctions non essentielles à la marche quotidienne du pays. C'est dans ce vivier que l'exécutif américain menaçait d'effectuer des licenciements, affirmant qu'ils seraient imputables au camp démocrate au Congrès, qui refuse de céder sur le budget.

APRÈS LES NOUVELLES RESTRICTIONS CHINOISES SUR LES MÉTAUX CRITIQUES

L'Allemagne tire la sonnette d'alarme

Alors que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine s'intensifie, l'Allemagne s'est jointe vendredi 10 octobre 2025 au concert d'inquiétudes croissantes exprimées en Occident. Berlin s'est dite "profondément préoccupée" par la décision de Pékin d'élargir ses restrictions sur l'exportation des métaux rares et matériaux stratégiques, jugée menaçante pour la stabilité industrielle mondiale et les chaînes d'approvisionnement européennes. Selon Bloomberg, la Chine a récemment élargi son contrôle sur les exportations de métaux rares, ajoutant cinq nouvelles catégories à sa liste de 17 éléments déjà restreints. Ces métaux, essentiels à la fabrication des aimants haute performance, des semi-conducteurs et des systèmes militaires de précision, sont désormais presque tous soumis à licence, à l'exception de cinq métaux lourds seulement. Les données douanières montrent que la Corée du Sud, le Japon, l'Allemagne, les États-Unis et le Canada figurent parmi les principaux importateurs de ces matériaux critiques.

Cette dépendance croissante vis-à-vis de la Chine, qui contrôle près de 90 % de la production mondiale de terres rares, fait peser une menace directe sur les industries électroniques, automobiles et énergétiques. Berlin parle de "risque systémique" pour l'industrie européenne. Dans un communiqué relayé par les agences allemandes, le ministère fédéral de l'Économie a qualifié la mesure chinoise de "source majeure d'inquiétude", avertissant qu'elle pourrait perturber gravement les chaînes d'approvisionnement industrielles européennes. « L'emprise quasi totale de la Chine sur la production et le raffinage des métaux lourds lui confère un pouvoir excessif sur les marchés mondiaux », a indiqué Berlin, redoutant « de nouvelles vagues de chocs industriels » si les restrictions se prolongent. L'Allemagne, première puissance industrielle européenne, dépend largement des importations de terres rares pour sa transition énergétique et la production de véhicules électriques.

L'emprise quasi totale de la Chine sur la production et le raffinage des métaux lourds lui confère un pouvoir excessif sur les marchés mondiaux », a indiqué Berlin, redoutant « de nouvelles vagues de chocs industriels » si les restrictions se prolongent. L'Allemagne, première puissance industrielle européenne, dépend largement des importations de terres rares pour sa transition énergétique et la production de véhicules électriques.

L'emprise quasi totale de la Chine sur la production et le raffinage des métaux lourds lui confère un pouvoir excessif sur les marchés mondiaux », a indiqué Berlin, redoutant « de nouvelles vagues de chocs industriels » si les restrictions se prolongent. L'Allemagne, première puissance industrielle européenne, dépend largement des importations de terres rares pour sa transition énergétique et la production de véhicules électriques.

DROITS DE DOUANE

Pékin accuse Washington de «deux poids, deux mesures»

Le géant asiatique est le premier producteur mondial de terres rares, ces matériaux indispensables aux industriels, et Washington l'accusait déjà d'abuser de cette position dominante. La Chine a accusé dimanche les États-Unis de «deux poids, deux mesures», après l'annonce par Donald Trump de droits de douane supplémentaires de 100% sur ses marchandises, devant s'ajouter prochainement à ceux déjà en vigueur. Le président américain a dit réagir à une «posture commerciale extraordinairement agressive» adoptée par la deuxième puissance économique mondiale qui a décidé d'encadrer davantage les exportations de technologies liées aux terres rares, un secteur particulièrement stratégique. Ces nouveaux droits de douane doivent s'appliquer à partir du 1er novembre «ou avant», a déclaré M. Trump. «La déclaration américaine en question est un exemple typique de "deux poids, deux mesures"», a réagi un porte-parole du ministère chinois du Commerce dans un communiqué.

«Pas la bonne approche pour coopérer avec la Chine»

Le géant asiatique est le premier producteur mondial de terres rares, ces matériaux indispensables aux industriels, et Washington l'accusait déjà d'abuser de cette position dominante. Les nouveaux contrôles annoncés jeudi par Pékin concernent l'exportation des technologies liées à l'extraction et la production de ces matériaux, selon le ministère.

«Pas la bonne approche pour coopérer avec la Chine»

Le géant asiatique est le premier producteur mondial de terres rares, ces matériaux indispensables aux industriels, et Washington l'accusait déjà d'abuser de cette position dominante. Les nouveaux contrôles annoncés jeudi par Pékin concernent l'exportation des technologies liées à l'extraction et la production de ces matériaux, selon le ministère.

DU BOOM AU RALENTISSEMENT

L'Europe centrale et orientale face aux tensions après les années fastes

Les économistes se sont penchés sur le sort des 11 pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne après 2004. Si chacun de ces pays a tiré parti de manière exemplaire de son adhésion, les perspectives pour la prochaine décennie sont beaucoup moins optimistes. Les pays étudiés, qui ont été provisoirement nommés CEE-11, sont les suivants : Pologne, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Hongrie. Des chercheurs de l'École d'économie de Varsovie (SGH) ont analysé leur trajectoire de développement économique entre 2004 et 2024, en accordant une attention particulière au taux de croissance économique et à la convergence réelle, c'est-à-dire au rythme auquel les "onze" pays ont comblé leur retard de développement par rapport à l'UE-15. « Ces pays ont, dans leur ensemble, connu un développement presque deux fois plus rapide que celui de l'ancienne Union européenne, ou UE-15 », a déclaré à Euronews Piotr Maszczyk, directeur du département de macroéconomie et d'économie du secteur public à l'École d'économie de Varsovie. « Tous les Polonais se réjouissent de constater que la Pologne est le pays qui a connu le développement le plus rapide au sein de ce groupe », a-t-il ajouté. La croissance de la région s'est non seulement accélérée, mais elle est également devenue plus résistante aux chocs. Malgré la crise financière mondiale, la pandémie et la guerre en Ukraine, les onze pays d'Europe centrale et orientale ont maintenu un rythme de développement élevé. Le taux de croissance moyen de ces onze nouveaux États membres de l'UE a atteint 3,2 %, contre 1,6 % dans l'ancienne UE » (UE-15) et 3,8 % pour la seule Pologne. Cela a permis à l'ensemble du groupe des 11 pays d'Europe centrale et orientale de rattraper, en moyenne, près de 30 points de pourcentage du retard de développement par rapport aux pays fondateurs, mesuré par le ratio du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat. « Ce fut une véritable réussite », a souligné Maszczyk, ajoutant que les économistes — et pas seulement les économistes polonais — qualifient même ces deux décennies de « miracle économique ». Cependant, les perspectives pour les années à venir ne sont pas optimistes, et les chercheurs affirment qu'après vingt ans de prospérité, une décennie de défis s'annonce. « Les perspectives pour les dix prochaines années ne sont pas très favorables », a averti le Dr Maszczyk. Les experts de l'École d'économie de Varsovie (SGH) ont élaboré trois scénarios de développement : un scénario de référence, un scénario prudent et un scénario optimiste. Le scénario qui se concrétisera dépendra de la capacité de chaque pays à mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Dans le scénario prudent, la tendance actuelle à la convergence s'arrêterait et l'écart entre les économies post-socialistes et l'UE-15 recommencerait à se creuser. Le scénario optimiste, en revanche, prévoit que d'ici 2035, la Pologne et les autres pays de la CEE-11 pourraient atteindre la parité avec l'UE-15 en termes de PIB par habitant (en PPA).

Le scénario qui se concrétisera dépendra de la capacité de chaque pays à mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Dans le scénario prudent, la tendance actuelle à la convergence s'arrêterait et l'écart entre les économies post-socialistes et l'UE-15 recommencerait à se creuser. Le scénario optimiste, en revanche, prévoit que d'ici 2035, la Pologne et les autres pays de la CEE-11 pourraient atteindre la parité avec l'UE-15 en termes de PIB par habitant (en PPA).

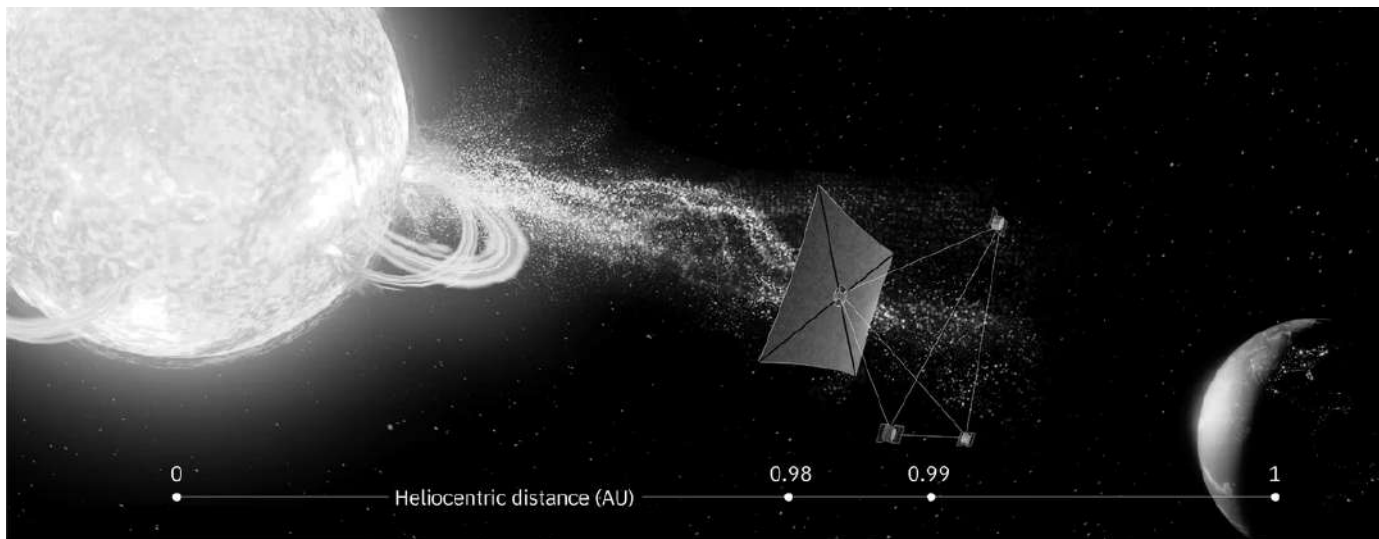
Le scénario qui se concrétisera dépendra de la capacité de chaque pays à mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Dans le scénario prudent, la tendance actuelle à la convergence s'arrêterait et l'écart entre les économies post-socialistes et l'UE-15 recommencerait à se creuser. Le scénario optimiste, en revanche, prévoit que d'ici 2035, la Pologne et les autres pays de la CEE-11 pourraient atteindre la parité avec l'UE-15 en termes de PIB par habitant (en PPA).

Le scénario qui se concrétisera dépendra de la capacité de chaque pays à mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Dans le scénario prudent, la tendance actuelle à la convergence s'arrêterait et l'écart entre les économies post-socialistes et l'UE-15 recommencerait à se creuser. Le scénario optimiste, en revanche, prévoit que d'ici 2035, la Pologne et les autres pays de la CEE-11 pourraient atteindre la parité avec l'UE-15 en termes de PIB par habitant (en PPA).

LA NASA PRÉPARE UNE SONDE À VOILE SOLAIRE POUR LES REPÉRER PLUS TÔT

Des tornades dans l'espace ?

Entre le Soleil et la Terre, des tourbillons de plasma se forment, se dissipent et échappent trop souvent à nos systèmes d'alertes actuels. Même si elles sont complètement invisibles à l'œil nu, ils peuvent gravement perturber nos réseaux électriques et nos satellites. Des chercheurs de l'Université du Michigan ont proposé de les traquer grâce à une constellation de sondes, avant qu'elles n'affectent notre planète.



On les appelle plus volontiers « tornades solaires » (ou « flux ropes »), car leur dynamique interne mime celle d'une tornade terrestre, à une échelle et une vitesse hors d'atteinte de notre atmosphère. Elles ne produisent pas de vent, mais leur rotation est si puissante qu'elles peuvent engendrer des champs magnétiques assez intenses pour déclencher une tempête géomagnétique. Ces tourbillons libèrent d'immenses vagues de particules très chargées qui se propagent à travers le Système solaire. Une fois qu'elles frappent notre magnétosphère, elles peuvent parfois provoquer des surtensions électriques, endommager nos satellites ; et autres équipements essentiels (câbles sous-marins, systèmes de navigation, avions de ligne, etc.). Très difficiles à anticiper, il est quasiment impossible de les observer lorsqu'elles traversent la zone qui nous sépare de notre astre. C'est pourquoi cette équipe de chercheurs de l'Université du Michigan a développé une double stratégie pour localiser ces phénomènes. Premièrement, une simulation numérique capable de reproduire la formation de ces tourbillons de plasma, et un projet visant à les suivre grâce à une constellation de sondes, dont l'une utilisera une voile solaire. Leur étude a été publiée le 6 octobre dans la revue *The Astrophysical Journal*.

Les tornades solaires : la nouvelle priorité de la NASA pour protéger la Terre

Le Soleil émet en continu un flux de plasma, le vent solaire, dans lequel se forment ces fameuses tornades. De taille intermédiaire (elles varient de près de 5 000 à 9,6 millions de kilomètres de large), elles sont trop petites pour être capturées par les modèles simulant les grandes éjections de masse coronale. Inversement, elles sont trop grandes pour les simulations dédiées à la dynamique du vent solaire ; un casse-tête pour les astrophysiciens. La tempête géomagnétique de mai 2024 ayant causé d'importants dommages, elle a convaincu la NASA et la National Science Foundation de financer cette étude et de nouveaux projets pour détecter ces vortex. Leur champ magnétique, s'il est mal anti-

cipé, peut se révéler redoutable : « Notre simulation montre que le champ magnétique dans ces vortex peut être suffisamment intense pour déclencher une tempête géomagnétique et causer de vrais problèmes », souligne Chip Manchester, professeur à l'Université du Michigan et co-auteur de l'étude.

Son équipe est parvenue, pour la première fois, à reproduire la formation de ces tourbillons dans une simulation numérique à très grande échelle, couvrant des structures allant jusqu'à trois fois le diamètre de la Terre et descendant à quelques milliers de kilomètres seulement. Elles apparaissent quand une éjection de masse coronale traverse un vent solaire plus lent : le flux rapide « repousse » la matière, créant des spirales de plasma et de champ magnétique. « C'est un peu comme la neige qu'un chasse-neige expulse sur le côté », illustre Chip Manchester. Si certaines disparaissent aussitôt, d'autres, plus durables, se forment suite à la collision de courants de vent solaire soufflant à des vitesses différentes. Le principal obstacle reste leur observation. Aujourd'hui, la plupart des sondes solaires sont placées au point de Lagrange L1, entre la Terre et le Soleil, et ne mesurent le vent solaire qu'à un seul endroit à la fois. Impossible, dans ces conditions, de reconstituer la structure complète d'un phénomène aussi étendu et mouvant. « C'est un peu comme vouloir suivre un ouragan avec un seul anémomètre », ironise Chip Manchester. Un ouragan est surveillé par une flotte entière d'instruments capables de suivre sa formation et son déplacement, sinon on ignorerait totalement sa dynamique interne. Dans l'espace, un tel maillage n'existe pas, un vide que cette équipe souhaite donc combler.

Le projet SWIFT : notre nouvelle sentinelle face à la colère du Soleil

De ce constat est né le projet SWIFT (Space Weather Investigation Frontier), imaginé par l'équipe, une constellation de quatre sondes spatiales, disposées en formation tétraédrique. Trois orbiteraient autour du point de Lagrange L1, où se trouvent déjà plusieurs observatoires solaires. La quatrième, appelée le « hub », se

placerait légèrement plus près du Soleil. Ensemble, elles formeraient une structure pyramidale d'environ 300 000 km d'envergure, permettant d'observer le vent solaire sous plusieurs angles et de reconstituer ses variations en trois dimensions. Il serait ainsi possible de mesurer trois paramètres du champ magnétique et du plasma (la vitesse, l'orientation et la densité) dans différentes régions de l'espace, pour en déduire la forme tridimensionnelle et l'évolution des vortex magnétiques.

Une condition indispensable pour améliorer nos prévisions en météo spatiale, note Mojtaba Akhavan-Tafti, également co-auteur de l'étude. « Si des structures dangereuses se forment entre le Soleil et la Terre, on ne peut pas se contenter de regarder le Soleil.

Il faut les repérer en amont pour prévenir les opérateurs de satellites, les compagnies aériennes et même les agriculteurs », souligne-t-il.

Pour stabiliser cette constellation, l'équipe prévoit d'utiliser une sonde propulsée par la lumière solaire, inspirée du projet Solar Cruiser de la NASA : le « hub ». Équipée d'une gigantesque voile en aluminium (environ le tiers de la taille d'un terrain de football), elle générera une poussée qui compensera l'attraction gravitationnelle solaire.

Elle pourra ainsi se maintenir légèrement en amont du point de Lagrange L1, dans une zone où aucune autre sonde ne pourrait se stabiliser. Placée 200 000 km plus près du Soleil que les sondes actuelles, elle permettrait de détecter les perturbations du vent solaire près d'une demi-heure plus tôt, soit une avance temporelle d'approximativement 40 % sur les instruments orbitant déjà autour du point L1. Pour l'heure, SWIFT n'en est qu'au stade d'étude au sein de la NASA, sans calendrier officiel de mise en œuvre. S'il voit le jour, l'humanité sera dotée, pour la première fois de son histoire, d'un outil capable de mieux « dompter » les caprices de notre étoile.

Même si les prévoir à 100 % restera encore hors de notre portée, nous aurons les moyens de surveiller l'espace qui nous sépare du Soleil ; un indicateur bien plus fiable que sa seule observation.

Les usines de l'aérospatiale de plus en plus autonomes

Dans une enquête menée par l'ESN indienne TCS, les industriels de l'aérospatiale estiment que 40% de leur production fonctionnera de façon autonome d'ici à 2032. Pour cela, ils comptent en particulier sur l'IA agentique et sur les jumeaux numériques.

Les industriels du secteur aérospatial estiment que 60% de leurs opérations de production auront encore recours à l'humain d'ici 5 à 7 ans, mais que 40% reposeront sur des usines dites « lights-out » ou « dark factories ». Des sites de production entièrement ou presque entièrement automatisés, équipés de robots « intelligents et pilotés avec de l'analytique et de l'IA ». C'est ce que conclut une étude menée par l'ESN indienne TCS (Tata consulting services) entre avril et mai 2025 auprès de 323 cadres dirigeants de l'industrie aérospatiale en Europe et en Amérique du Nord. 135 évoluant chez les constructeurs traditionnels, 50 chez les acteurs de la mobilité aérienne avancée (MAA, fabricant d'avions électriques à décollage et atterrissage verticaux ou eVTOL) et 138 chez les acteurs de la maintenance, réparation et révisions (MRO. Maintenance, repair and overhaul). Ces derniers sont d'ailleurs beaucoup plus modérés, s'attendant seulement à 2% d'autonomie complète et 33% de semi-autonomie.

L'agentique aux commandes

Le marché de l'aérospatiale se porte bien et devrait dépasser 1000 Md\$ (860 Md€) d'ici à 2030, selon TCS, la MRO représentant 137 Md\$ (117 Md€) à elle seule. Pour autant, le secteur est bousculé par de nombreux changements, comme le décrit l'étude. Par exemple, comme dans de nombreuses industries ou dans la logistique, le dérèglement climatique ou la situation géopolitique mondiale font de la résilience et de l'adaptabilité de la supply chain des enjeux centraux. Par ailleurs, le secteur aérospatial fait face à ses défis propres, avec l'arrivée de nouveaux entrants du côté des fabricants de lanceurs et, plus récemment, avec le développement des fabricants d'eVTOL. De quoi pousser les organisations du secteur à « réimaginer les fondements traditionnels de cette industrie », en particulier avec le numérique.

Deux répondants sur cinq s'attendent d'ailleurs bel et bien à des ruptures majeures liées à la technologie dans la décennie à venir. Ils identifient dans l'ordre les 5 domaines suivants : l'IA pour des décisions autonomes en temps réel, les jumeaux numériques pour piloter l'ensemble du cycle de vie produit - de la conception à l'intégration de service, en passant par la production -, les robots et les cobots, l'informatique quantique pour la simulation avancée, les matériaux et la logistique et enfin, l'edge computing et les systèmes de contrôle. Dans un environnement d'ingénierie particulièrement complexe soumis à des régulations nombreuses et strictes, la combinaison humain-digital reste plébiscitée, si l'on en croit TCS. Une tendance dopée par l'arrivée de l'IA agentique. Près d'un répondant sur cinq affirme ainsi avoir déjà déployé des agents (6%) ou finaliser les bases techniques pour ce faire (13%). Les 80% restant demeurent cependant sceptiques sur la transparence et la capacité de contrôle associées, voire n'envisagent pas du tout l'agentique pour des questions de conformité réglementaire ou de confiance. Même progressive, cette bascule vers l'agentique promet ainsi, selon le rapport, de faire évoluer les systèmes de décision en exploitant une chaîne d'IA en collaboration avec les employés, sur des sujets à la fois à fort enjeu et très subjectifs comme la supply chain. Dans ce domaine, l'expérience des employés et l'infinie variété de situations sont, en effet, particulièrement importantes.

Jumeaux et threads numériques, métaplateforme

L'industrie aérospatiale n'est pas novice en matière de simulation ni de jumeaux numériques. Mais les dirigeants interrogés par TCS en font la deuxième technologie de rupture pour l'avenir du secteur, avec leur extension, les threads digitaux.

CAPRICORN 01

Une supercar signée Zagato

Plus la part des voitures électriques augmente, plus le besoin de supercars à l'ancienne se fait sentir. À l'instar de cette Capricorn 01 conçue par Zagato, qui fait appel à un V8 à compresseur à l'ancienne.



L'électrification du parc automobile et la surabondance de SUV chinois au style souvent générique semblent alimenter les sentiments de nostalgie. On le constate non seulement chez Renault, qui semble avoir choisi de donner à ses voitures électriques un look rétro-moderne, mais aussi pour Honda dont le coupé Prelude, qui semble beaucoup plaire à un public un peu plus âgé.

Expertise

Alors que l'Europe s'efforce d'amener l'acheteur privé à opter pour un véhicule électrique plus ou moins abordable et que les constructeurs font tout leur possible pour adapter leur offre à cette demande imposée, le segment des voi-

tures de prestige préfère regarder dans une autre direction avec appétit. Là aussi, la nostalgie joue un rôle clé, mais à un autre niveau. Aujourd'hui, Capricorn tente de tirer parti de cette situation. En tant que fournisseur de pièces légères pour les voitures de course et les avions, le fabricant allemand a accumulé beaucoup de savoir-faire, mais avec sa propre voiture, il tente de donner une nouvelle assise à son empire. La 01 dessinée par Zagato est donc le début d'un projet qui devrait donner naissance à plusieurs supercars.

Bugatti Chiron

Zagato a doté la Capricorn 01 de lignes classiques qui tentent de réunir les influences de la Bugatti Chiron, de la De

Tomaso P72 et d'une Ford GT. La maison de design italienne n'est pas tombée dans l'excès facile de la multiplication des ailerons, ce qui rend cette supercar très agréable à l'œil. Si possible, l'intérieur délicieusement conçu est encore plus attrayant que la carrosserie en fibre de carbone. La Capricorn 01 Zagato utilise une monocoque en fibre de carbone sur mesure, pour laquelle le constructeur allemand aurait fait appel à son expertise en matière de course automobile. La suspension utilise des doubles triangles, des amortisseurs Bilstein et des freins en carbone-céramique.

Poids-plume

Par conséquent, le poids de la Capricorn 01 Zagato se maintient à un beau

1200 kg (selon le constructeur). En position centrale arrière sévit un V8 5,2 l d'origine Ford, dopé par un compresseur qui porte la puissance à plus de 900 ch pour un couple maximal de 1000 Nm.

Cette puissance est transmise aux roues arrière par l'intermédiaire d'une boîte de vitesses manuelle à cinq rapports seulement. Cela n'empêche pas la Capricorn 01 Zagato de passer de 0 à 100 km/h en moins de 3 s et d'atteindre une vitesse de pointe de 360 km/h quelques instants plus tard.

Capricorn produira 19 unités de sa 01 et les premiers exemplaires devraient être mis en circulation début 2026. Mais cette supercar conçue par Zagato n'est pas bon marché. Comptez 2,95 millions d'euros, hors taxes locales.

La nouvelle Fiat Grande Panda passe sous les 16 000€

Fiat France ouvre enfin les commandes de la version thermique à boîte manuelle de sa nouvelle citadine. Le prix se place au niveau de celui de sa cousine Citroën C3, mais avec une remise. On n'attendait plus qu'elle. Après son lancement en Italie, la version de base de la Fiat Grande Panda arrive enfin en France. Alors que la citadine italienne en version « Hybride » utilisait jusqu'à présent le moteur 1,2 litre turbo de 100 chevaux associé à un petit moteur électrique et une boîte automatique à double embrayage (prix minimum fixé à 19 400€ désormais), elle s'équipe du même moteur thermique dépourvu d'hybridation légère et accouplé à une boîte manuelle à six rapports. C'est le même groupe motopropulseur que sur la Citroën C3 (aux dessous identiques), facturée de son côté 15 850€ dans cette configuration de base.

A partir de 15 900€ pour l'Italienne avec remise

Alors, combien pour cette nouvelle Grande Panda de base ? 16 900€ en finition Pop à l'équipement dépouillé, mais avec une remise de 1 000€ sans condition pour les particuliers. Elle se met donc au niveau de sa cousine, en espérant que cette remise reste permanente. Comme la Française, la Grande Panda essence se contente du minimum dans sa finition de base Pop : la climatisation manuelle, un simple support pour téléphone sur la planche de bord et pas de tablette tactile centrale connectée. La finition Icone nettement mieux dotée (jantes avec enjoliveurs, tablette à l'intérieur...) demande elle 19 400€ (avec remise de 1 000€ baissant le prix à 18 400€ au lancement) et sa déclinaison haut de gamme La Prima démarre à 20 400€ (en comptant la



même remise). La tarification reste similaire à celle de la Citroën C3, affichée à 18 350€ en finition Plus à l'équipement correct.

Moins cher que la Renault Clio Génération

De son côté, la Renault Clio de cinquième génération démarre à 16 900€ en finition Génération.

Elle se contente hélas d'un moteur essence de 65 chevaux, mais bénéficie d'un meilleur niveau d'équipement à l'intérieur avec la tablette tactile centrale à connectivité smartphone.

Mots fléchés

Pièce de viande		Maréchal de Yougoslavie		Passereau		Fauteuil bas		Au moyen de		Préparation écrasée		Fleuve qui arrose Gérone en Catalogne
Gardien de la paix		Un livre poignant d'une jeune fille (5 mots)				Exclue						Grivois
								Amorphe				
								Lieux d'aisances				
Nouvel an vietnamien				Enveloppe des fruits à coque						Train francilien		
Petit objet servant à la parure				Il a peint le moulin de la galette						Cassé		
					Indiens							Subalterne
					Paresseux							
Putréfaction	Acclamation		Pesât un emballage						Napperons individuels			
			Poisson plat						Dieu celtique			
										Une loi imposée par la Mafia	Trou normand	
											Néon	
Conforme à la réalité					Il avait revendiqué							Bride
Une orchidée					1093 brevets							
							Zigoto					
							Ruban étroit					
Ancienne mesure chinoise					Fraternel	Désavantage					Erbium	
Condiment						Chaussons					Pour mesurer la résistance électrique	
			Verdure dans le désert									
			Nation de Royaume-Uni						Potelé			
Poème lyrique				Bastide				Mémoriaux	Prénom du dernier mari de la même Piaf			
Inopérantes												
									Américium			Pièces de literie
Vérifiée	Drame au Japon			On peut l'avoir						A moi		
	Annexe de la Comédie Française			Blanche une région italienne						Maladies d'amour		
									Religieuse			
Affligé								Énumération				Différents
Hymne spirituel turc								Mélancolique				
					Petite sainte					Sélectionna Agglomération		
Métal précieux												
Archives télévisuelles			Chrome			Remplace le RMI				Député		
						Ancien loup				Petit transport en commun		
			Roi de Juda		Animal de la mythologie chinoise			Meitnerium			Petit officier	
					Un centre à la poste						Changement à l'adolescence	
Parties d'une charrue	Préfecture de la Loire-Atlantique							Equiper un navire				
	Lac des Pyrénées											
				Excitation sexuelle				D'une teinte jaune tirant sur le brun				
Mammifère ongulé						Pour relier			Cantine huppée			

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 238 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes sont décédées et 238 autres ont été blessées dans 188 accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Constantine et El Oued avec un mort chacune, ainsi qu'à Jijel avec deux décès dans deux accidents, précise la même source. S'agissant de la lutte contre les incendies de forêt, maquis, récoltes et palmeraies, les unités de la Protection civile ont procédé, durant la même période, à l'extinction de 8 incendies, à travers plusieurs wilayas sur le territoire national, conclut le communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 13 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DGSN

Lancement d'un concours de recrutement d'agents de police

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé, dimanche, dans un communiqué, le lancement d'un concours sur épreuves pour le recrutement et la formation d'agents de police, au titre de l'année 2025, précisant que l'âge limite a été exceptionnellement relevé à 27 ans, à la date du déroulement du concours. Les participants à ce concours "sont soumis aux conditions légales fixées par le statut des fonctionnaires relevant des corps spécifiques de la Sûreté nationale", précise la même source, ajoutant qu'"il a été décidé, à titre exceptionnel, de relever l'âge limite à 27 ans, à la date du déroulement du concours". "Les intéressés peuvent télécharger et imprimer le formulaire de participation au concours, et consulter toutes les conditions de recrutement via le site web et les plateformes numériques de la Police algérienne", indique la même source "Les candidats peuvent, en outre, déposer leurs dossiers de candidature au niveau des sièges de la sûreté des daïra et de la sûreté des wilayas", selon le communiqué.

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Le ministre de l'Intérieur participe en Afrique du Sud à la Réunion du groupe de travail du G20

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, participe, à partir de dimanche au Cap (Afrique du Sud), aux travaux de la Réunion du groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophes, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion prévue jusqu'à lundi, avec la participation de l'ambassadeur d'Algérie en Afrique du Sud, M. Ali Achoui, est placée sous le thème "Résilience pour tous : réduire les risques de catastrophes par la solidarité, l'égalité et la durabilité", a précisé la même source. "L'Algérie participe pour la première fois aux travaux de ce groupe en qualité de pays invité", souligne le communiqué, qui ajoute que "les travaux au niveau ministériel ont été précédés des réunions d'experts, tenues du 8 au 11 octobre, avec la participation du Délégué national aux risques majeurs, M. Abdelhamid Afra".

50 INGÉNIEURS S'APPRÊTENT À RECEVOIR LEURS DIPLÔMES

La première promotion de l'ENSM sortira cette année

Par M. A.

L'École nationale supérieure des mathématiques (ENSM) de Sidi Abdellah s'apprête à franchir une étape majeure : la sortie, cette année, de sa première promotion d'ingénieurs mathématiciens. Créée par décret présidentiel en août 2021, dans le cadre du pôle universitaire de Sidi Abdellah, cette école d'excellence incarne la volonté de l'État de replacer les mathématiques au cœur du développement scientifique et technologique du pays. Les cours ont débuté le 12 octobre 2021. Quatre ans plus tard, cinquante étudiants s'apprêtent à décrocher leurs diplômes, concrétisant un projet stratégique de long terme. L'école accueille aujourd'hui plus de 700 étudiants, dont la majorité en classes préparatoires. À partir de la troisième année, la spécialisation s'effectue en petits groupes d'une trentaine d'étudiants, favorisant un accompagnement de qualité. Ahmed Medeghri, directeur de l'ENSM, se félicite de cette réussite. « Ces cinquante diplômés représentent une génération pionnière, formée pour relever les défis de la transformation numérique, de la data science et de l'intelligence artificielle », a-t-il déclaré sur la « Chaîne III »

de la radio nationale. Les formations couvrent un large spectre : modélisation mathématique, simulation numérique, actuariat, data science, cryptologie et sécurité de l'information. Ces parcours répondent directement aux besoins des secteurs stratégiques tels que l'énergie, la finance, les télécommunications ou la santé. Sur le plan international, l'ENSM a lancé un Master de mathématiques fondamentales en partenariat avec le Centre international de physique théorique (ICTP) de Trieste. En 2024, elle a obtenu le label de « partenaire privilégié » de l'ICTP et la distinction de la Société mathématique européenne comme « Emerging Regional Center of Excellence ». Vingt-quatre enseignants étrangers y interviennent régulièrement, et des étudiants issus de dix nationalités y poursuivent leur formation, renforçant le rayonnement international de l'école. Sur le plan national, l'établissement a signé plusieurs conventions avec Sonatrach, Algérie Télécom, l'UAR, l'ABEF et l'Agence spatiale algérienne, offrant aux étudiants des stages pratiques et des opportunités d'emploi. L'école mise aussi sur l'innovation et l'entrepreneuriat, à travers un incubateur d'idées et un double diplôme avec HEC Koléa en management de l'ingénierie.

Cette dynamique s'inscrit pleinement dans la vision nationale portée par le président Abdelmadjid Tebboune et soutenue par le ministre de l'Enseignement supérieur, Pr Kamel Beddari. L'école participe ainsi à la mise en place d'une élite scientifique nationale, soutenue par un réseau de lycées spécialisés en mathématiques à Kouba, Oran et Constantine. L'objectif est clair : renforcer la souveraineté scientifique de l'Algérie en réduisant la dépendance à l'expertise étrangère. Comme l'a résumé le Pr Modili, l'un des initiateurs du projet : « Nous voulons des solutions algériennes conçues par des ingénieurs algériens. Même si nous achetons un produit étranger, nous devons être capables de le comprendre, de l'adapter et, à terme, de le produire localement ». Avec un corps professoral renforcé par la diaspora algérienne et une participation active à des colloques internationaux, les étudiants de l'ENSM affichent un niveau reconnu au-delà des frontières. Pour Ahmed Medeghri, le défi des prochaines années sera de « créer un environnement capable de retenir ces jeunes talents en Algérie et de renforcer le lien entre formation, innovation et développement économique national ».

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Le ministre de l'Intérieur participe en Afrique du Sud à la Réunion du groupe de travail du G20

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, participe, à partir de dimanche au Cap (Afrique du Sud), aux travaux de la Réunion du groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophes, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion prévue

jusqu'à lundi, avec la participation de l'ambassadeur d'Algérie en Afrique du Sud, M. Ali Achoui, est placée sous le thème "Résilience pour tous : réduire les risques de catastrophes par la solidarité, l'égalité et la durabilité", a précisé la même source. "L'Algérie participe pour la première fois aux travaux de ce groupe en

qualité de pays invité", souligne le communiqué, qui ajoute que "les travaux au niveau ministériel ont été précédés des réunions d'experts, tenues du 8 au 11 octobre, avec la participation du Délégué national aux risques majeurs, M. Abdelhamid Afra".

CONSTANTINE

Décès du journaliste et écrivain Boubakeur Hamidechi

Le journaliste et écrivain Boubakeur Hamidechi est décédé dimanche matin à Constantine, à l'âge de 82 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt a été l'un des pionniers de la presse algérienne post-indépendance et avait en-

tamé sa carrière professionnelle en 1966 à Constantine, en rejoignant le quotidien En-Nasr, avant de travailler pour plusieurs organes de presse nationaux, dont Algérie presse service APS, ainsi que d'autres titres (publications) telles que l'hebdomadaire sportif El Hadeff,

El Watan et le Soir d'Algérie. Il a également dirigé le journal régional Akhbar El Charq (Les Nouvelles de l'Est). Le défunt a publié un recueil de ses chroniques, retraçant son expérience dans l'écriture journalistique. Il a reçu de nombreuses dis-

tinctions au cours de sa carrière, en reconnaissance de ses contributions au développement de la presse algérienne. La dépouille du regretté sera inhumée aujourd'hui après la prière du Dohr au cimetière central de Constantine.

SALON NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Plus de 90 exposants attendus à El-Oued

Plus de 90 participants sont attendus au salon national de l'industrie pharmaceutique et des équipements médicaux "Afropharm-Expo", prévu du 30 octobre au 1er novembre prochain dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris dimanche des organisateurs. Cette manifestation servira de vitrine pour les exposants, des opérateurs économiques et des entreprises publiques et privées, versées dans l'industrie pharmaceutique et la fabrication d'équipements médicaux pour

valoriser leur rôle dans le développement du secteur, a indiqué à l'APS, le directeur général de la société organisatrice, Fayçal Houamdi. L'évènement devra être mis à profit des professionnels du secteur et des propriétaires d'officines pour s'enquérir de la situation et le développement de l'industrie pharmaceutique et des équipements médicaux et leur rôle dans l'amélioration des prestations de santé, en application de la vision de l'Etat d'amélioration de la prise en charge des malades. En plus d'être un es-

pace permettant aux visiteurs de prendre connaissance des nouveautés dans le domaine pharmaceutique et des produits et équipements médicaux, le salon sera également une occasion pour conclure des conventions de coopération entre les différents intervenants du secteur de la santé : ceux de la fabrication, la distribution, les pharmacies et les investisseurs notamment outre l'échange des connaissances et expériences. La manifestation vise également la valorisation du rôle de l'industrie pharma-

ceutique dans le développement de l'économie nationale. Elle souligne son importance en tant que moteur de croissance et de performance dans la production de médicaments en Algérie, qui aspire à devenir un pôle pharmaceutique régional en mesurer d'assurer la sécurité sanitaire nationale et de conquérir les marchés africains. "Afropharm-expo" prévoit également des communications et des ateliers sur des thèmes en rapport avec l'industrie pharmaceutique et les équipements médicaux.